



Thomas Möckli

**Une histoire
mouvementée:
Helvetica a 50 ans
1955–2005**

Thomas Möckli

Une histoire
mouvementée:
Helvetas a 50 ans

1955–2005

50 jahre
ans
anni ◀ helvetas ▶

Impressum

Editeur responsable: Helvetas, Association suisse pour la coopération internationale, St. Moritzstrasse 15, 8042 Zurich, tél.: 044 368 65 00; fax: 044 368 65 80; e-mail: helvetas@helvetas.org. Rédaction (version allemande): Barbara Strebel. Version française: Catherine Rollandin, Ursula Gaillard. Rédaction images: Beatrice Bless. Graphisme: Ruth Walder, GrafikWerk, Zurich. Photos: p. 7 (F.T. Wahlen, M. Petitpierre): Keystone, Zurich; p. 35: Ueli Graf; tous les autres: Archives Helvetas, Zurich. Impression: Kyburz AG, Dielsdorf

L'auteur

Thomas Möckli est historien et journaliste indépendant. Le texte de la brochure est tiré de son mémoire de licence, présenté à l'Université de Fribourg en 2004, qui a pour titre «50 Jahre Helvetas: Inspiratorin schweizerischer Entwicklungszusammenarbeit im Spannungsfeld von struktureller Abhängigkeit und entwicklungspolitischer Vision.»

Remerciements

Nous remercions l'imprimerie Kyburz SA et l'entreprise GrafikWerk pour les conditions spéciales accordées à la réalisation de cette publication marquant le jubilé d'Helvetas.

Table des matières

En guise d'introduction	4
Les petits ruisseaux font les grandes rivières: l'Aide suisse aux régions extra-européennes depuis ses origines jusqu'en 1955	7
Pour en savoir plus 1 Aider les défavorisés – le point de vue des fondateurs	10
De l'euphorie à la désillusion: les années 1950 et 1960	12
Pour en savoir plus 2 Un excellent modèle qui présente des faiblesses – l'association, entre révolte et réforme	18
De la professionnalisation à la polarisation: les années 1970	20
Pour en savoir plus 3 Sensibiliser, informer, motiver – l'information, une tâche en constante évolution	26
Agir avec persévérance pour «un seul monde»: les années 1980 et 1990	29
Pour en savoir plus 4 De la «décennie perdue» au nouveau «désordre économique mondial» – les projets prennent leur forme actuelle	36
Aller de l'avant: Helvetas au début du XXI^e siècle	39
Perspective: Plaidoyer pour un avenir engagé	42
Annexe: Présidents, vice-président(e)s et secrétaires généraux entre 1955-2005 Comité central 2005	47
Les pays partenaires d'Helvetas en 2005	48

En guise d'introduction

Le 18 juin 2005, Helvetas a pu faire le point sur 50 ans de coopération au développement avec des personnes vivant dans des pays économiquement et socialement défavorisés. A l'échelle historique, ce laps de temps est court. Pour une association suisse, pionnière de la coopération au développement, c'est l'occasion d'établir un bilan intermédiaire et d'esquisser quelques perspectives.

Fondée en 1955 par une poignée de personnalités ouvertes, clairvoyantes et solidaires, Helvetas est aujourd'hui la plus grande organisation non gouvernementale suisse de coopération au développement. En cette année anniversaire, elle est présente dans vingt pays du Sud et deux pays en transition de l'Est, et dispose d'un budget de 60 millions de francs suisses.

Le monde a beaucoup changé au cours de ces cinquante dernières années, et Helvetas a considérablement évolué. Si, au début, nous envoyions surtout des spécialistes suisses sur le terrain pour transmettre des savoirs et des expériences, il y a plus de trente ans que, dans nos pays partenaires, nous soutenons et conseillons des organisations locales intégrées à la société civile. Malgré la croissance notoire de notre association, le nombre de collaborateurs et collaboratrices suisses travaillant à l'étranger est resté inchangé, alors que celui de nos collaborateurs et collaboratrices locaux a quintuplé.

Plutôt que de transférer unilatéralement des savoir-faire du Nord au Sud, nous mettons l'accent sur le développement de contacts entre pays du Sud, ou entre pays de l'Est et du Sud. La cohérence de notre stratégie, de nos programmes et de nos projets nous permet de poursuivre des objectifs communs avec nos partenaires; leur réalisation est périodiquement soumise à un contrôle stratégique et opérationnel. Notre esprit pionnier, innovateur, et notre volonté d'apprendre en permanence sont restés intacts au fil des années. Si les principes guidant le travail d'Helvetas depuis les débuts de l'association – partenariat et autodéveloppement – sont restés les mêmes, la transmission du savoir-faire et l'information ont cédé le pas à la communication inter-culturelle dans le respect mutuel.

A fin novembre 2004, le comité central a défini la stratégie d'Helvetas pour les années 2005 à 2010. Helvetas s'engage tout particulièrement à promouvoir les valeurs fondamentales suivantes:

· L'action d'Helvetas est basée sur le respect des droits humains:

Toutes les activités d'Helvetas sont régies par le respect des droits humains. L'organisation veille à ce qu'ils soient respectés, aussi par ses partenaires et dans leur entourage. Helvetas s'engage à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.

· L'action d'Helvetas est globale, interculturelle et interreligieuse:

Helvetas ne connaît par principe pas de frontières; mais compte tenu de ses ressources et de sa capacité, elle concentre son action sur un nombre limité de pays et de secteurs de travail.

· Helvetas a vis-à-vis d'elle-même, en tant qu'organisation responsable, des exigences élevées quant à la transparence, la qualité et l'efficience:

Helvetas agit selon les principes de la bonne gouvernance et encourage ses partenaires à faire de même.

· Helvetas respecte l'autonomie de ses partenaires et des autres acteurs de la coopération; en retour, elle attend d'eux qu'ils respectent ses valeurs fondamentales.

Dans sa nouvelle stratégie de programme, Helvetas confirme qu'elle continuera à être active dans les quatre secteurs qui sont les siens. Par ailleurs, la question de l'eau et la production biologique de coton demeurent des thèmes essentiels pour notre organisation.

A moyen terme, Helvetas entend toutefois diminuer le nombre de pays du Sud et de l'Est avec lesquels elle coopère, et passer de 22 à 15 pays partenaires, afin de concentrer son travail et de renforcer les échanges avec ceux-ci. La qualité doit primer sur la quantité. La coopération au développement ne peut que donner une impulsion, elle peut renforcer une évolution positive et aider les gens à s'aider eux-mêmes. Les amorces d'un développement démocratique existent dans beaucoup de pays, mais bien des contrées essuient des revers douloureux.

Le lien avec les membres d'Helvetas, ainsi qu'avec les donatrices et donateurs en Suisse, reste déterminant pour l'association. Helvetas doit aussi réactiver le dialogue constructif avec les milieux politiques, l'administration fédérale, et d'autres organisations nationales et internationales relevant de la société civile. Les tâches pour les cinquante années à venir sont considérables. Helvetas est prête à les assumer, en continuant à vivre et à agir pour un seul monde.

L'auteur de cette publication, Thomas Möckli, a choisi de présenter l'histoire de nos cinquante ans de travail sous une forme thématique. Il a mis l'accent sur les années fondatrices et la seconde décennie. Si la part dévolue à la phase de croissance ultérieure est moins fouillée, elle rend tout de même compte des grandes lignes de l'évolution de notre association. Nous le remercions pour l'ampleur de ses recherches et la qualité de cet essai marquant le jubilé d'Helvetas.

29 mars 2005
Peter Arbenz, président

Les petits ruisseaux font les grandes rivières: l'Aide suisse aux régions extra-européennes depuis ses origines jusqu'en 1955

Il a fallu plusieurs petits ruisseaux pour constituer, en juin 1955, l'Aide suisse aux régions extra-européennes, écrit Regina Kägi-Fuchsmann dans ses souvenirs. Cette œuvre d'entraide dont elle est la co-fondatrice, qui allait s'appeler plus tard Helvetas, a été créée par des hommes et des femmes aux horizons personnels, professionnels, religieux et sociaux très divers.

A l'origine de ce projet, il y a une idée formulée dès 1947 par Rodolfo Olgiati, directeur du Don suisse, à un moment où les œuvres d'entraide existantes sont encore entièrement occupées à reconstruire l'Europe: «Il est temps de passer de l'aide à la reconstruction en Europe au travail pour la paix dans les régions extra-européennes.»

Création d'un groupe d'initiative

Originaire de Poschiavo, Rodolfo Olgiati a été secrétaire du Service civil international. Entre 1950 et 1953, il s'adresse plusieurs fois au Conseil fédéral et aux œuvres d'entraide regroupées dans l'Aide suisse à l'Europe pour les convaincre de se montrer solidaires avec les pays défavorisés du Sud. En vain: on préfère faire d'abord «le ménage en Europe». Le conseiller fédéral Max Petitpierre est ouvert aux idées d'Olgiati et de son collègue quaker Alfred Bietenholz, mais il leur demande de «mobiliser et sensibiliser d'abord la population».

Désemparé, Olgiati écrit à R. Kägi-Fuchsmann, la fondatrice de l'œuvre suisse d'entraide ouvrière avec qui il avait organisé le soutien aux victimes de la guerre civile espagnole, et au directeur de la FAO, Friedrich Traugott Wahlen. Le fait que «notre peuple se montre si distant face aux efforts de collaboration internationale» ne laisse pas indifférent le futur conseiller fédéral. Il met R.Olgiati et R.Kägi en contact avec Werner Schulthess, un expert de la



Rodolfo Olgiati
(1905–1986)
Co-fondateur de l'ASRE



Regina Kägi-Fuchsmann
(1889–1972)
Co-fondatrice de l'ASRE

De nombreuses personnalités de la politique, de l'économie et de la société civile ont contribué à la création de l'ASRE en juin 1955. Après l'aide d'après-guerre à la reconstruction de l'Europe, l'idée de se tourner vers les pays du Sud nouvellement constitués était bien dans l'air du temps dans les années 1950. Mais il aura fallu la conviction et l'énergie de quelques dizaines de femmes et d'hommes engagés pour que cette idée prenne une forme concrète avec la première organisation privée suisse de coopération au développement.



Max Petitpierre
(1899–1994)
Conseiller fédéral
1944-1961



Friedrich Traugott Wahlen
(1899–1985)
Conseiller fédéral
1958-1965

FAO. Directeur d'un projet d'économie laitière au Népal financé par des fonds d'entraide internationaux, il apporte son soutien moral aux deux initiateurs.

L'idée fait son chemin. Les choses sérieuses démarrent en 1954. R. Olgiati, A. Bietenholz, R. Kägi, et T. Wahlen ne sont pas seuls. D'autres personnes partagent leurs idées. D'anciens civilistes, des quakers, des personnes venues en aide aux réfugiés pendant la guerre, des ingénieurs ayant l'expérience du terrain composent la première poignée de travailleurs pour la paix. Ensemble ils créent un groupe d'aide suisse aux populations défavorisées. Ils publient un mémorandum et se donnent pour tâche de fournir «une contribution suisse au développement matériel, social, culturel de peuples économiquement défavorisés en dehors de l'Europe».

La plupart de ces initiateurs joueront pendant des décennies un rôle marquant dans l'aide suisse au développement et au sein de l'Aide suisse aux régions extra-européennes (ASRE), la future Helvetas. R. Kägi, la vice-présidente, et A. Bietenholz, membre du comité, travailleront dans l'association jusqu'au milieu des années 1960; les civilistes Martin Menzi et Rolf Wilhelm multiplieront les expériences au sein de l'ASRE avant de faire carrière à la Coopération au développement suisse; l'architecte Walter Custer, qui connaît très bien l'Asie et qui deviendra professeur à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, et l'ingénieur Paul Dubach poseront les fondements d'une aide technique de base et resteront fidèlement au comité d'Helvetas jusqu'à la fin de leur vie.

La présidence est confiée à un homme d'affaires engagé

Nous sommes au printemps 1955, la création de l'association est imminente. Reste à trouver un président. «Les initiateurs, politiquement assez marqués à gauche, réalisent alors qu'ils se trouvent devant une tâche nationale qui ne saurait reposer sur une base partisane», se souvient M. Menzi, ancien professeur à l'EPFZ, responsable du cours postgrade sur les pays en développement et conseiller de la Coopération au développement.

Une fois de plus, le directeur de la FAO, T. Wahlen propose une solution. Il encourage les initiateurs à frapper à la porte d'un dénommé Ludwig Groschupf, directeur d'une compagnie de transports maritimes. C'est un homme d'affaires exceptionnel qui s'est occupé de la construction d'un village Pestalozzi en Irak à titre bénévole. L. Groschupf est l'homme de la situation. Il est décidé à créer immédiatement une organisation, petite, mais indépendante. Encouragés par l'optimisme et le dynamisme de cet homme, les initiateurs parviennent à s'allier d'autres personnalités dans les milieux de l'économie et de la poli-



tique. En juin 1955, ils fondent une association qui comptera plus de 1000 membres avant la fin de l'année.

L'ingénieur Paul Dubach, le collaborateur de l'UNESCO Hermann Mohler, le civiliste Rolf Wilhelm et Georg Wyler, de l'Université de Zurich, ainsi que le sociologue du développement R. F. Behrendt, sont élus au comité. L. Groschupf est confirmé dans sa fonction de président, R. Kägi-Fuchsmann devient vice-présidente et A. Bietenholz trésorier. La majorité de l'assemblée décide que l'œuvre s'appellera l'Aide suisse aux régions extra-européennes (ASRE).

L'ASRE se met immédiatement au travail

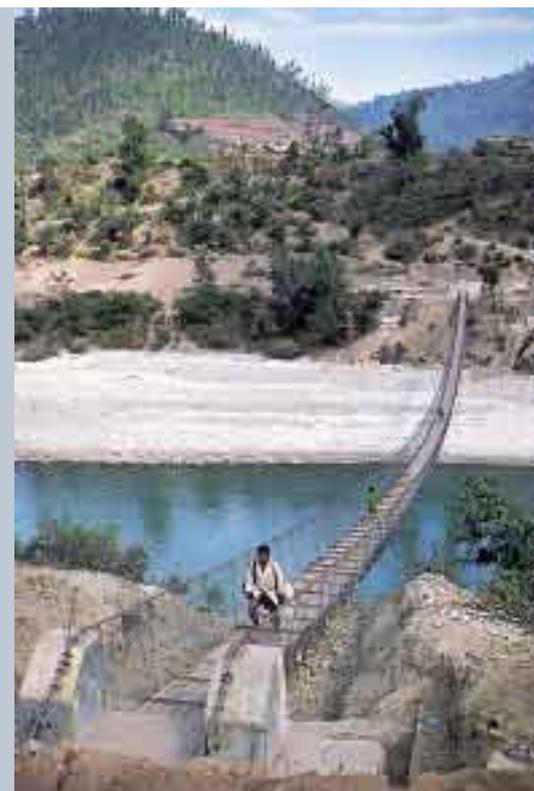
L'ASRE dispose de 3564 francs et cinq centimes pour démarrer. Elle a deux projets en vue au Népal et en Irak et s'est dotée d'un secrétaire à mi-temps en la personne de Hans Walter Mertens. Depuis son bureau de fortune installé dans l'appartement de R. Kägi, Wibichstrasse 81, à Zurich, il censé constituer un budget annuel de 100'000 francs «en cherchant énergiquement des membres et en organisant une campagne d'information».

Dans le courant de l'automne 1955, les premiers moyens financiers et techniques parviennent au Népal, où se trouve W. Schulthess. L'œuvre entend «aider les pays en voie de développement à s'aider eux-mêmes dans le domaine agricole et promouvoir l'amélioration de la qualité de vie des populations rurales». Son logo représente une mappemonde avec un cœur en son centre.

F. T. Wahlen prend la direction du comité de patronage; celui-ci réunira des personnalités de différents horizons politiques: les conseillers nationaux Walther Bringolf (PS), Max Weber (PS), Kurt Furgler (PDC), Ernst Boehrlin (PRD), Olivier Reverdin (PLS), Gottlieb Duttweiler (fondateur de la Migros, AdI), le rédacteur en chef de la «Neue Zürcher Zeitung» Willy Bretscher, les chefs d'entreprise Fritz Hinderling (Banque populaire), J.C. Weilenmann (Knorr) et L. Maire (Laiteries Réunies) ainsi que le pionnier de l'éducation des adultes Fritz Wartenweiler et l'anticommuniste Walter Allgöwer, ancien membre de la Ligue du Gothard.

L'association créée en 1955 est le fruit d'un compromis pragmatique entre idéalisme et réalisme politique. Dans leur travail d'information, les initiateurs doivent d'emblée faire des concessions dans un contexte dominé par l'anticommunisme et les intérêts économiques. Mais ce qui prévaut sur le terrain et au sein du comité, c'est la solidarité avec des peuples économiquement défavorisés et la conviction que ce qui assurera le mieux leur développement, c'est une aide pratique de l'Occident, reposant sur un partenariat.

Le Népal, montagneux, est l'un des premiers pays dans lesquels la Suisse, également montagneuse, s'est engagée dans l'aide au développement. C'est dans ce royaume himalayen que l'ASRE a réalisé ses premiers projets. La promotion de l'économie agricole et laitière était alors la priorité. Ensuite, comme les problèmes de transport se sont rapidement avérés être des obstacles au développement dans les zones d'altitude difficilement accessibles, l'ASRE s'est engagée dans la construction de ponts suspendus. Dans le public suisse, les ponts sont devenus le symbole du travail de développement basé sur le principe du partenariat que l'ASRE voulait établir entre le Nord et le Sud.



Aider les défavorisés – le point de vue des fondateurs

Les fondatrices et fondateurs d'Helvetas avaient déjà une idée pratique de la coopération: R. Olgiati, qui avait coordonné l'aide aux victimes de la guerre civile espagnole et dirigé le Don suisse, savait par expérience «qu'il faut éradiquer les énormes différences de niveau de vie entre les peuples pour le maintien de la paix dans le monde». Une conviction qu'il partageait à n'en pas douter avec les autres membres du groupe d'initiative.

La conception détaillée des projets donnait lieu à des discussions animées. Regina Kägi défendait des idées précises sur la manière dont les premiers dons, versés surtout dans une intention pacifiste, devaient être utilisés: «L'aide doit être économique et humanitaire, agricole et médicale, pédagogique et technique.» Rolf Wilhelm, un civiliste qui s'est engagé à la première heure en faveur du développement, plaidait en 1954 pour «une aide désintéressée et une collaboration démocratique» qu'il s'agissait de fournir «avec amitié et un savoir-faire concret».

Walter Custer, qui participa à la première mission de développement «Swiss-Nepal-Forward-Team» en 1950, faisait la chasse aux idées fausses: parler d'«aide technique» ne signifie pas que l'on apporte une aide d'ordre technique, mais une «aide globale». Par ailleurs, il n'existe pas de pays sous-développés, mais «des régions économiquement et socialement équilibrées ou non». Penser que développer signifie «équiper des pays lointains pour les intégrer au système économique colonial impérialiste» est une idée qui relève du XIXe siècle, il faut la condamner, expliquait Custer. Il fut aussi le premier à parler d'un «capital de confiance» dont les œuvres d'entraide doivent s'assurer auprès du gouvernement du pays où elles développent des projets.

Les membres fondateurs se mirent d'accord sur une base de programme, figurant dans un mémorandum rendu public en 1954: par principe, n'importe quel pays économiquement défavorisé devait pouvoir être pris en considération, dès lors que l'aide planifiée pouvait être dispensée dans le sens d'une amélioration des conditions de vie. Les contacts et les premiers efforts consentis par la FAO au Népal devaient

Avec des campagnes d'information et un travail de sensibilisation en Suisse, l'ASRE a non seulement voulu mener des appels de fonds mais aussi mieux faire connaître le travail de coopération au développement, dès ses débuts, auprès du public suisse. Pour cela, un large panel de moyens a été utilisé: des affiches et des expositions mais aussi des projections de films et de diapositives, des conférences et des publications.



être poursuivis, vu la taille modeste de ce pays et sa topographie comparable à celle de la Suisse. La future association entendait encourager la paysannerie et apporter des améliorations immédiates aux démunis.

Les premières activités concrètes envisagées par les fondateurs furent la fabrication d'outils servant à travailler le bois, l'émaillage d'objets en argile, des cours de travaux à l'aiguille, la création de centres de conseils pour les mères et l'accueil de boursiers en Suisse. Comme postulat de départ à ce travail, le mémoire stipulait qu'il s'agissait de gagner la confiance des indigènes, de les inciter à collaborer spontanément, et de mettre en œuvre cette aide à la base en étroite collaboration avec les gens. «Notre œuvre d'entraide entend aider ceux qui sont décidés à s'aider eux-mêmes», écrira l'Aide suisse aux régions extra-européennes en 1955 dans sa première brochure d'information.

Ainsi étaient énoncés trois des cinq principes sur lesquels repose aujourd'hui encore le travail d'Helvetas: travail à la base, partenariat, autodéveloppement. L'idée de travailler dans des régions rurales bien circonscrites contenait aussi en germe le principe de mettre l'accent sur deux aspects restés prioritaires pour nous: la promotion d'«infrastructures en milieu rural» et la «gestion durable des ressources naturelles». Même les activités par la suite regroupées dans les secteurs «Formation et culture» et «Société civile et Etat», définis beaucoup plus tard, étaient déjà comprises dans les objectifs formulés par les fondateurs: «soutenir des secteurs culturellement et socialement implantés depuis plusieurs générations» et «travailler pour la paix».

Mais le chemin menant à un travail de développement cohérent était parsemé d'embûches. En l'absence de moyens de communication modernes, il était difficile d'astreindre les personnes impliquées dans un projet à poursuivre la même stratégie en Suisse et à l'étranger. Durant les premières années, le succès d'un projet dépendait surtout de la créativité et de la faculté d'adaptation des collaborateurs et collaboratrices sur place. Les véritables pionniers de la coopération au développement, c'étaient eux.



De l'euphorie à la désillusion: les années 1950 et 1960



Le premier logo de l'ASRE en 1955.

Les projets de l'ASRE se multiplient à peine l'association fondée. Fidèles à l'idée d'aider les défavorisés dans des domaines où l'on a soi-même de l'expérience, les Suisses commencent par développer l'économie laitière dans le pays montagneux qu'est le Népal. Le programme est dirigé depuis la «maison suisse» Ekanta Kuna, à Katmandou. C'est un succès. Le centre de collecte de lait créé par W. Schulthess donne naissance à une laiterie et à des fromageries de montagne; mais il ne suffit pas de soutenir l'économie laitière dans la vallée montagneuse de Jiri. L'ASRE se lance dans l'élevage de buffles, met en place des centres de conseil agricoles et forestiers, et construit une école villageoise, un hôpital ainsi qu'une coopérative d'achat.

L'ASRE trouve son image de marque

Le développement de la production encourage aussi celui du commerce. Des ingénieurs de l'ASRE soutenus par la Confédération construisent des dizaines de ponts suspendus qui facilitent les déplacements et raccourcissent de plusieurs jours les trajets que font les gens vivant dans ces montagnes. Par ailleurs, la population a des problèmes de santé. Des carences dans l'approvisionnement en eau potable sont manifestes. L'ASRE se lance dans des travaux d'adduction d'eau. Elle commence aussi à s'investir au Cameroun, où des centaines de milliers de personnes sont raccordées à un réseau de distribution d'eau potable et à une voie de communication dans les années 1960.

Mais les experts suisses sont rares. L'ASRE se rend compte qu'elle doit transmettre son savoir-faire aux habitants locaux si elle veut les aider à s'entraider durablement. A Katmandou, l'ASRE met sur pied l'atelier de production mécanique et de formation profes-



sionnelle Balaju Yantra Shala, qui deviendra indépendant par la suite. Parallèlement, un foyer pour des adolescents orphelins, géré par l'ASRE en Tunisie, se transforme en centre de formation professionnelle pour artisans. Au Cameroun, c'est une école professionnelle des métiers de la construction qui voit le jour, laquelle formera aussi des techniciens et des cadres par la suite.

Dans les années 1960, les expériences positives faites avec les habitants de la vallée de Jiri, au Népal, amènent l'ASRE à contribuer à des projets de développement villageois après l'installation de réfugiés tibétains à Dhor Patan, ainsi que dans deux autres villages népalais en collaboration avec l'organisation féminine non gouvernementale Mahila Sangatan. L'œuvre d'entraide a ainsi défini ses priorités pour des décennies: agriculture et sylviculture, construction de ponts suspendus et de routes de désenclavement, adduction d'eau, création de centres de formation. Le soutien de la paysannerie (de montagne) et la construction d'infrastructures villageoises deviennent l'image de marque de la jeune organisation.

Tout n'est pas rose, bien sûr: la mise sur pied d'un village Pestalozzi en Irak fait long feu. Mais l'ASRE parvient tout de même à soutenir une école pour enfants handicapés et sourds-muets en 1956. La construction de deux ateliers de formation aux métiers de la construction au Nigeria n'aboutit pas, le projet doit être abandonné en 1962 à cause de troubles politiques. En Libye, l'ASRE forme des bergers devenus nomades aux méthodes agricoles pour le compte de la FAO, mais ne prend pas durablement pied dans ce pays nord-africain. De plus, l'ASRE facilite aussi les études suivies en Suisse par des étrangers et initie en 1962 la création d'un foyer pour étudiants à Zurich.

Malgré quelques déboires, un contexte politique et une perception du développement très différents de ceux d'aujourd'hui, l'ASRE reste fidèle à ses principes. En 1959, le secrétaire de l'association, Werner Erismann, écrit dans un périodique évangélique: «L'être humain est au centre de nos projets», et avec lui, le partenariat dans lequel les pays occidentaux doivent s'engager avec les paysans du Sud. Ce postulat contraste avec la théorie de la modernisation qui se répand dans les années 1960 dans les milieux officiels. Les Etats-Unis en particulier considèrent les pays défavorisés comme des régions arriérées, qu'il suffit d'industrialiser «par le haut» et de protéger du communisme pour qu'ils s'adaptent aux standards occidentaux. «Moi, je suis parti en 1968 en Inde comme paysan, dans le but facilement compréhensible de produire plus de nourriture», se souvient M. Menzi. Son mandat n'avait rien à voir avec la modernisation telle que la comprenaient alors les puissances occidentales.



Le deuxième logo de l'ASRE en 1963.

La construction d'adductions d'eau potable était déjà un aspect central du travail de l'ASRE dans les années 1960. Notamment avec ses projets au Cameroun, Helvetas a vite acquis une réputation de spécialiste en eau potable, fondée sur la qualité de ses installations et leur longévité, ainsi que pour son engagement de première heure dans la formation de techniciens locaux et dans l'instauration d'un étroit partenariat avec les autorités et les communautés villageoises locales.



Appréciée par la Confédération, reconnue par la population

Au début des années 1960, quand les œuvres suisses d'entraide établies se risquent dans le Tiers-Monde avec leurs propres projets, l'ASRE est déjà présente au Népal, en Tunisie et au Cameroun. Ses expériences et ses collaborateurs sont très demandés en Suisse. Sa manière de travailler est peu à peu reprise par d'autres œuvres d'entraide.

En 1957, l'ASRE est la première œuvre d'entraide à recevoir une contribution de plus de 50'000 francs de la part de la Confédération pour son travail au Népal. En 1962, le jeune Service de la coopération technique (la future Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire DDA) fait venir à Berne R. Wilhelm, collaborateur de longue date de l'ASRE, pour mettre sur pied quelques projets officiels. En 1964, le directeur de ce service, l'ambassadeur August R. Lindt, reconnaît officiellement que c'est à l'ASRE que revient le mérite d'avoir posé les premiers jalons de la coopération suisse au développement avec le développement d'une économie laitière au Népal et d'ateliers de formation professionnelle au Népal et en Tunisie.

«L'ASRE manquait de moyens, mais elle avait de l'expérience. La Confédération avait les moyens, mais il lui manquait les hommes de terrain», raconte R. Wilhelm, le futur vice-directeur de la DDA, pour expliquer la collaboration entre les deux instances. C'est pour la même raison que le Service de la coopération technique confie de plus en plus souvent ses projets à l'ASRE/Helvetas. Jusqu'en 1968, plus de la moitié des fonds de l'association émanent de la Confédération. Cela, malgré l'intérêt d'autres grandes œuvres d'entraide suisse pour l'aide au développement.

«L'ASRE peut s'attribuer le mérite d'avoir sensibilisé les autorités à la coopération au développement», constate une vaste étude historique des années 1990. Ce constat est vrai aussi pour la population. Les campagnes d'information des premières années font grimper le nombre de membres, qui passe à 20'000 en 1970; elles apportent chaque année des dons dépassant les cent mille francs et qui par trois fois atteignent le million (en 1961, 1964 et 1968). Le bureau zurichois ouvre un service d'information géré par un professionnel, qui fournit aux membres, aux enseignants et aux autorités du matériel audio-visuel, des films, des expositions; il publie, dès 1961, la revue bilingue «Partenaires» paraissant quatre fois par année. Pour mieux toucher la population romande, l'ASRE se dote d'un secrétariat à Lausanne en 1965.



La formation artisanale professionnelle compte au nombre des premiers secteurs d'activités qui ont permis à l'ASRE, resp. Helvetas, de se faire un nom. Des jeunes ont pu acquérir une formation de mécanicien, de serrurier ou d'électricien au

Paraguay (à gauche), ou en Tunisie (à droite), pour subvenir plus tard aux besoins de leurs familles. Cela représentait également un investissement dans le capital humain de ces pays. De la sorte, Helvetas a permis une aide durable à s'aider soi-même.

Premiers doutes et premières tensions

Mais l'euphorie de l'aide au développement fait place à la désillusion, même au sein de l'ASRE. La concurrence d'autres œuvres d'entraide et le scepticisme de la population face à la coopération au développement donnent de plus en plus de fil à retordre à l'association. La collaboration avec d'autres œuvres, qui a débuté en 1956 sous la houlette de l'Aide suisse à l'étranger, est difficile. Des représentants d'œuvres d'entraide religieuses surtout, reprochent à l'ASRE de monopoliser l'aide extra-européenne et de détourner à son profit les intentions des donateurs lors d'assemblées catholiques et protestantes. En 1962, la crise éclate: Peter Gloor, alors président de l'ASRE, et Karl Schmid, qui dirige l'Aide suisse à l'étranger, essaient d'apaiser la situation en envisageant une fusion.

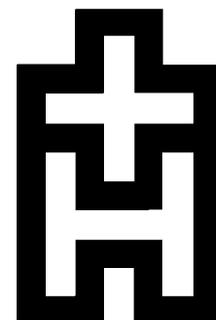
«Les autres œuvres d'entraide veulent anéantir l'ASRE», proteste R. Kägi, vivement opposée à cette idée. Le plan de P. Gloor s'enlise. En 1965, l'ASRE quitte l'Aide suisse à l'étranger, organise sa propre collecte nationale et change de nom. Elle s'appellera désormais Helvetas. Cette indépendance porte ses fruits, mais elle s'avère financièrement risquée.

Les tensions internes se multiplient. Les experts sur le terrain et l'association en Suisse ne se comprennent pas toujours. Les compétences du secrétariat sont insuffisantes pour lutter contre la perte de confiance et la crise financière qui menace. A Jiri, au Népal, deux responsables de projet en viennent aux mains, ils n'ont pas la même conception du développement de la vallée. En Tunisie aussi, des querelles se font jour. Le désaccord entre le secrétaire, W. Erismann, et une partie du comité prend des dimensions inquiétantes.

De plus, l'implication financière de la Confédération dans les projets d'Helvetas montre pour la première fois sa face négative: la DDA décide de couper provisoirement les crédits. On la soupçonne d'ingérence dans la politique du personnel d'Helvetas et la gestion des projets: «Autant vendre tout de suite Helvetas à la Confédération. On dirait qu'elle veut étatiser notre œuvre», affirme Fritz Höner, le président du groupe local de Winterthur.

La crise appelle des réformes

Collaborateur de la DDA, P. Wilhelm parvient à calmer le jeu. La Confédération revient sur son embargo. Mais W. Erismann démissionne tout de même. Le secrétariat passe en d'autres mains, il y a plusieurs changements sur le terrain. En 1966, l'assemblée des délégués élit l'ancien civiliste Martin Menzi à la présidence. A 37 ans, il est chargé de réformer les structures avec des experts et de faire revenir Helvetas dans les chiffres noirs. «Ce n'était pas une



Le premier logo d'Helvetas, en 1965.



mission très agréable. Helvetas était en plein déchirement, les rapports avec la Confédération étaient tendus», se souvient-il aujourd'hui.

Il procède à la réforme de l'association: répartition plus claire des compétences, renforcement de celles du secrétariat, diminution du nombre de membres siégeant au comité. Les groupes régionaux, indispensables au développement d'un mouvement populaire, sont privés de nombreuses possibilités de donner leur avis, leur statut subit une «dégradation rampante», lit-on dans un document ultérieur.

Les dons et les contributions de la Confédération se stabilisent en 1968. La nouvelle direction ne peut toutefois aller jusqu'au bout de sa réforme. M. Menzi quitte l'association pour entrer au service de la DDA, qui lui confie un mandat en Inde. A la fin des années 1960, un changement de génération s'opère au comité et au secrétariat. Du côté de la coopération au développement, on assiste à un changement de paradigme. C'est dans ce contexte qu'Helvetas devra mener à bien une partie des anciennes tâches, tout en répondant à toute une série de nouveaux défis.

La promotion de l'économie laitière, avec laquelle les projets de développement avaient débuté, est restée l'un des secteurs de travail importants d'Helvetas jusque dans les années 1970. Au Guatemala, un centre moderne de transformation du lait (XELAC) a été construit et on y a produit notamment du fromage suisse. Quelques années plus tard, de telles «entreprises modèles» ont cependant montré les limites d'une approche du développement principalement orientée sur la technique: le fromage produit ici était vendu cher et ne pouvait pas concurrencer les produits d'importation du marché mondial.





Un excellent modèle qui présente des faiblesses – l'association, entre révolte et réforme

Tous les membres fondateurs n'étaient pas d'accord avec l'idée de mettre sur pied une association. Olgiati aurait préféré créer une fondation réunissant des représentants des autorités, des organisations féminines, des associations d'enseignants, des représentants de l'économie, et qu'elle soit financée par des contributions de toutes les parties de la société et les pouvoirs publics. Par ailleurs, plusieurs pionniers auraient bien voulu mettre en œuvre leurs objectifs pacifiques en faveur du Tiers Monde au sein de l'une des organisations d'entraide déjà existantes.

Créer une association s'est cependant avéré être la solution la plus praticable et la plus satisfaisante. Vu l'impossibilité de convaincre les autorités et d'autres œuvres d'entraide d'agir en faveur du Tiers Monde, les initiateurs ont décidé de créer une association neutre sur le plan confessionnel et politique. En janvier 1955, ils élaboraient les premiers statuts d'un mouvement provisoirement appelé «Schweizer Völkerhilfe». Six mois plus tard, l'Aide suisse aux régions extra-européennes (ASRE) voyait le jour. «L'association a pour but de fournir une contribution suisse au développement matériel, social et culturel de peuples économiquement défavorisés à l'extérieur de l'Europe» disent les premiers statuts.

Ceux-ci stipulaient aussi que les membres avaient le droit de participer aux activités et aux décisions. Les fondateurs voulaient en outre faire de l'association un mouvement populaire, en créant des groupes régionaux et un comité de patronage réunissant des personnalités éminentes du monde de la politique et de l'économie. Après plusieurs appels au soutien lancés par le président du comité de patronage, le futur conseiller fédéral F. T. Wahlen, des hommes politiques de toutes tendances ainsi que des citoyennes et des citoyens de toutes les régions du pays adhéraient à l'ASRE. Un an après sa fondation, l'association comptait 1400 membres, un chiffre qui n'a cessé de croître, à quelques exceptions près, pour dépasser 40'000 aujourd'hui.

Jusqu'au début des années 1960, l'association fut gérée surtout par des bénévoles. Les groupes régionaux se réunissaient régulièrement de manière indépendante et avaient souvent leurs propres



projets. Les experts au Népal, au Cameroun ou en Tunisie devaient se plier aux décisions de la majorité de l'association. Elle se chargeait de trouver des fonds et de sensibiliser la population suisse, mais elle était bien loin de la réalité du terrain. Il lui était difficile d'évaluer avec compétence les stratégies à mettre en œuvre. W. Erismann, le secrétaire à plein temps engagé dès 1958, n'était en fait qu'un simple exécutant. La multiplication de commissions par pays et d'instances nationales spécialisées dans le conseil technique ou le travail d'information répondait au besoin de participer et de s'engager, mais compliquait la tâche des employés de l'association. «Des professionnels qualifiés se sentaient parfois limités et mis sur la touche par des décisions problématiques prises par des instances bénévoles», écrira la direction administrative par la suite.

Avec l'augmentation du nombre de membres et de projets, ce système démocratique de milice avait atteint ses limites. En dix ans, l'association idéaliste de 70 membres soutenant le travail d'un expert de la FAO au Népal s'était transformée en un organisme hétérogène de plus de 15'000 adhérents, 23 groupes régionaux, avec une dizaine de projets dans trois pays. De 1961 à 1966, les crises de confiance entre le secrétaire, des membres du comité et des représentants de groupes régionaux se sont multipliées. En cinq ans, l'ASRE avait changé trois fois de président; en 1966, son secrétaire, Werner Erismann était acculé à la démission. Les dégâts étaient considérables.

L'association venait de changer de nom, elle était au bord de l'éclatement. Un groupe de travail réunissant quelques bénévoles sous la direction du conseiller en entreprise zurichois Edmond Tondeur fut chargé de repenser les structures associatives et démocratiques. Quand E. Tondeur présenta son projet de réforme devant l'assemblée des délégués en 1966, il fallut faire appel à l'ancien président de l'association, P. Gloor, pour aplanir le différend entre ceux qui, dans les groupes régionaux, s'opposaient aux réformes, et le comité.

E. Tondeur proposa les restructurations suivantes: donner plus de pouvoir au secrétariat en le transformant en un secrétariat de direction, ramener le comité central de 23 membres à 12, regrouper les commissions de chaque pays et la conférence des présidents des groupes régionaux en deux secteurs, le secteur national et le secteur étranger, et limiter leurs compétences. Ces réformes furent acceptées, Helvetas pouvait retrouver son efficacité. Mais la question du rapport entre le secrétariat de direction et la base de l'association n'était pas résolue pour autant. Soulevée à plusieurs reprises durant les décennies suivantes, elle continue à préoccuper Helvetas encore aujourd'hui.



Les actions bénévoles des membres actifs, qui s'organisent dans les sections locales (ou groupes régionaux), ont dès le début soutenu de façon importante le travail de sensibilisation d'Helvetas. Le contact avec la population est recherché à travers des stands et des manifestations, pour attirer l'attention du public sur les problèmes dans le Sud. Le travail des bénévoles a aussi largement contribué à faire augmenter continuellement le nombre de membres, et cela jusqu'à aujourd'hui.

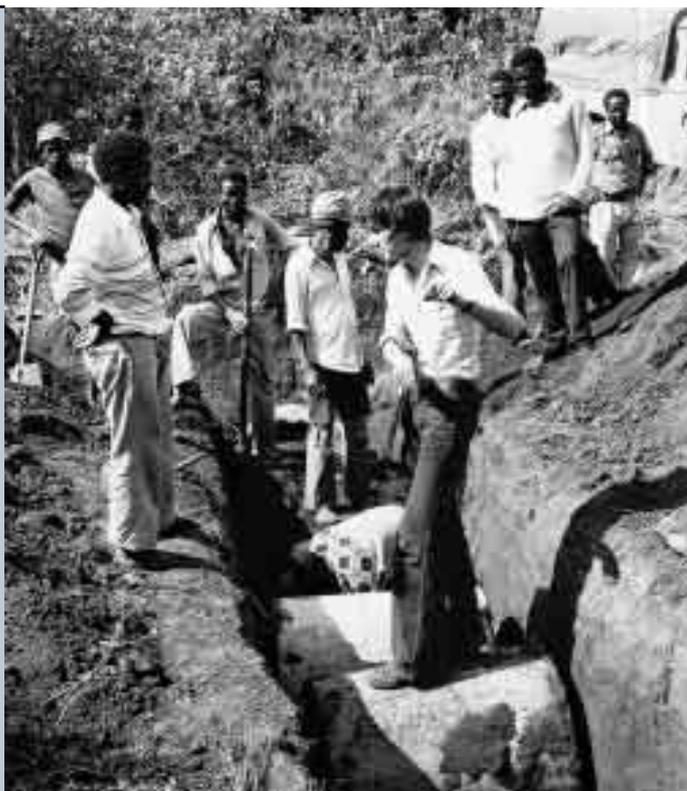
De la professionnalisation à la polarisation: les années 1970

Durant les années 1970, Helvetas connaît une croissance prodigieuse. Jusqu'en 1980, 10'000 nouveaux membres sont venus rejoindre les 20'000 que comptait l'association au début de la décennie. Vers la fin des années 1960, Helvetas dispose tout juste de 3 millions de francs, au début des années 1980, elle gère un budget de 20 millions.

Les expériences récoltées sur le terrain et l'augmentation des moyens provenant d'un budget fédéral en forte croissance amènent Helvetas à se lancer dans une «campagne de développement exemplaire»: de trois pays et deux continents, elle étend son programme à plus de 15 pays et trois continents, élargissant et différenciant considérablement la palette de ses projets.

Helvetas étend son programme

Au Népal, quelques projets peuvent être confiés à des institutions autochtones: le programme pour le développement de la communauté des habitants de la vallée de Jiri et une partie des ateliers de production et de formation de Balaju Yantra Shala (BYS). Helvetas garde un pied dans le projet BYS, continue à construire des ponts suspendus, conseille la National Construction Company of Nepal, forme des fromagers népalais et supervise l'exploitation d'une fromagerie travaillant à partir de lait de buffle; elle assume en outre de nouveaux projets dont la Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA) lui a confié la régie. La direction du centre de formation professionnelle de Hafouz passe en mains tunisiennes en 1967.



La construction de routes, intensive en travail, a été dans les années 1970 et 1980 un secteur d'engagement dans plusieurs pays partenaires d'Helvetas – comme le montrent notamment ces photos prises au Kenya. Ces travaux ont fourni des emplois et des revenus à la population rurale, et ont permis aux techniciens locaux de renforcer leurs compétences. Les routes permettent aux habitants des zones rurales d'accéder à des services tels que les écoles et les hôpitaux, aux marchés régionaux et aux réseaux de communication.

Les expériences passées viennent nourrir de nouveaux projets dans d'autres pays dès 1972. Les succès remportés dans la construction d'infrastructures rurales au Népal et au Cameroun attirent l'attention du gouvernement kenyan. En l'absence de professionnels indigènes, Helvetas envoie des instructeurs pour former au Kenya des contremaîtres et des mécaniciens en machines de chantier. Après 1978, Helvetas continue à participer à la construction de routes. Ces mêmes compétences sont demandées au Mali et en Tanzanie, quand la DDA charge Helvetas de «construire des routes de désenclavement rurales avec des méthodes intensives». Des activités temporaires au Bangladesh et en Sierra Leone s'amorcent de manière analogue.

Son expérience dans la formation professionnelle amène Helvetas à travailler au Paraguay en 1973; elle ouvre un centre pour mécaniciens en machines agricoles, qu'elle continuera à exploiter après 1980. Elle forme aussi des mécaniciens en machines agricoles au Bhoutan dès 1975 et au Mali dès 1978. Les expériences dans la formation agricole et artisanale se poursuivent au Guatemala, au Bhoutan, au Bangladesh, en Ethiopie, au Sri Lanka et au Lesotho. Helvetas se profile de manière durable comme spécialiste de projets relatifs à l'eau. Entre 1960 et 1975, d'innombrables Camerounais accèdent à de l'eau potable. Véritable image de marque d'Helvetas, cette activité s'étend à d'autres pays d'Afrique: d'abord à la Sierra Leone, au Mali et au Lesotho, puis à la Tanzanie et au Mozambique.

Le savoir-faire d'Helvetas dans d'autres domaines est également très demandé: économie laitière, élevage, culture fourragère, construction de dispensaires, création de coopératives agricoles et d'achats. Dès 1972, ces compétences sont mises en œuvre avec succès au Guatemala. De même au Bhoutan, où Helvetas collabore dès 1975 avec la «Fondation Pro Bhoutan» à un projet agricole, forestier et de pâture, à la formation de professionnels et à un programme médico-social.

Dépassant les conflits de la première heure avec les autres œuvres d'entraide, Helvetas met sur pied un vaste réseau opérationnel: au Népal, elle travaille en collaboration avec la DDA sous la bannière commune «SATA» (Swiss Association for Technical Assistance); en Suisse, elle crée en 1971 la «Communauté de travail des œuvres d'entraide» avec Swissaid (ancienne Aide suisse à l'étranger), Action de Carême et Pain pour le prochain. Celle-ci met sur pied le service d'information et de coordination Tiers-Monde (i3m, é3m). Helvetas participe aussi à la création du centre de contact pour une technique adaptée (SKAT) et à celui pour la formation professionnelle (KODIS).



La coopération au développement se professionnalise

L'extension du programme et la mise en place d'un réseau vont de paire avec une professionnalisation grandissante. Un vent nouveau souffle sur le secrétariat à Zurich et sur le comité central: les idéalistes de la première heure font place aux professionnels d'une coopération institutionnalisée. Avec Walter Renschler, c'est «le meilleur spécialiste de la politique du développement de l'Assemblée nationale» qui se trouve à la vice-présidence d'Helvetas, et avec le chef d'entreprise radical Hans Ulrich Vetsch (Ursina Frank SA), c'est un manager confirmé qui tient la barre. Au secrétariat, Peter Arbenz puis, quatre ans plus tard, Werner Külling, apportent avec eux des années d'expérience sur le terrain. Au comité, qui a été réduit, siègent des spécialistes confirmés du développement, tels Walter Custer, professeur à l'EPFZ, André Bordigoni, architecte, le directeur de l'IUED Roy Preiswerk ou encore le rédacteur en chef de la «Tages-Zeitung» Peter Studer.

En 1971, la réforme de l'association est consolidée par une révision totale des statuts. Le comité central est renforcé et habilité à coopter des experts. Les groupes régionaux perdent leur indépendance et sont soumis directement au secrétariat de direction. Le secrétariat préfère que les groupes régionaux ne s'occupent plus des projets. Il aimerait les voir se transformer en groupes d'action qui font un travail d'information auprès de la population à partir de données concrètes sur les projets. Désormais, pratiquement tout passe par le secrétariat, à Zurich.

Pareille centralisation n'est pas absurde, si l'on songe à l'explosion du budget public et privé consacré à l'aide au développement, ou encore à l'inscription de la coopération au développement dans une nouvelle loi fédérale, en 1976. «Nous avons connu beaucoup plus de crises et d'hésitations durant la première décennie que durant la troisième, alors même que les exigences étaient beaucoup plus grandes sur le plan organisationnel et opérationnel», constate Werner Külling.

La professionnalisation se manifeste aussi par une direction stratégique plus rigoureuse. En 1969, le comité central définit pour la première fois une «politique d'Helvetas». «Jusqu'ici nous n'avions pas formulé de politique de travail. Les objectifs des programmes étaient définis au jour le jour, l'aide au développement était un vaste champ d'expérimentation», expliquera la direction administrative plus tard. On se met d'accord sur la formulation de trois objectifs poursuivis depuis des années: travail à la base, autodéveloppement, partenariat. Le constat que l'aide au développement est en dernier ressort une tâche politique est inscrit dans les statuts.



Maintenir son cap dans un contexte politique qui se durcit

Ce constat posera problème durant près de vingt ans, presque chaque fois que les œuvres d'entraide voudront ou devront prendre position sur des questions politiques. Car au début des années 1970, la politique suisse du développement fait l'objet d'un durcissement des positions: de nouvelles organisations telle la Déclaration de Berne ou les groupes de travail suisses pour une politique de développement exigent que l'on ne se contente pas de «donner plus» au Tiers Monde, mais que l'on commence à lui «prendre moins», ce qui met en cause la politique du commerce extérieur et de développement de la Suisse. Face à cela, les conservateurs tels que le parti républicain de James Schwarzenbach ou les milieux économiques soucieux de défendre leurs avantages commerciaux, veulent limiter les compétences de l'Etat, au détriment de la coopération au développement.

Helvetas se retrouve dans une situation embarrassante. En 1975, elle prend position dans le débat sur une loi concernant l'aide au développement avec un rapport signé par 13 œuvres d'entraide intitulé «Maldéveloppement Suisse-monde, propositions pour une nouvelle politique suisse de développement»; de grosses entreprises cessent de lui verser des dons. Parallèlement, Helvetas essuie continuellement des critiques de la part des organisations de gauche, parce qu'elle refuse de s'impliquer sur des questions brûlantes, telles que l'initiative sur les banques lancée par le PS, qui aborde notamment le problème de la fuite des capitaux.

Helvetas essuie aussi des critiques sur sa manière de travailler sur le terrain. Elles proviennent en particulier de jeunes organisations issues du mouvement étudiant. Un projet d'Helvetas au Cameroun se trouve sous les feux de la critique dans les années 1970: une fois de plus, les experts suisses avec leurs salaires comparativement élevés «incarnent la supériorité de l'homme blanc»; malgré tous leurs efforts, ils continuent à être considérés comme des «corps étrangers» par les structures locales. Le secrétaire général met les points sur les «i»: Helvetas limitera désormais les dépenses consenties pour des experts, dont la présence n'est plus forcément indispensable, afin de soutenir des ONG.

Autre pierre d'achoppement: Helvetas doit composer ici ou là avec des régimes militaires. Peter Arbenz, qui est alors secrétaire général, ainsi que d'autres collaborateurs, sont conscients dès la fin des années 1960 que «nous concluons des contrats avec des gouvernements qui ont déjà apposé x fois leur signature sur un arrêt de mort». Au début des années 1980, cet aveu se retourne de manière insidieuse contre Helvetas: «Au Cameroun, un régime

Dans la collaboration avec des ONG du Sud, Helvetas voit une possibilité de lutter à la racine contre les injustices sociales. Les partenaires étatiques se sont souvent avérés incapables ou peu enclins à diminuer les disparités au sein de la société. A la fin des années 1970, Helvetas a soutenu à Trinidad et Tobago la première ONG du Sud, SERVOL, qui s'est engagée en faveur des enfants et des jeunes défavorisés.



militaire court après la croissance occidentale et encourage le développement seulement dans les villes, tandis que les produits issus de la monoculture prospèrent et sont exportés grâce aux réseaux d'eau installés par Helvetas.» affirme un journaliste. Anna Stolz, coordinatrice du programme, publie une mise au point dans le «Tages-Anzeiger»: ceux qui attendent d'une œuvre d'entraide qu'elle puisse modifier la politique critiquée à juste titre d'un gouvernement africain, mais soutenue par la Suisse et les institutions financières internationales, donnent une image irréaliste des rapports de force globaux. La seule chose qu'Helvetas puisse faire, «c'est trouver le moins mauvais compromis possible pour la population rurale pauvre, ou tout laisser tomber.»

Helvetas met l'accent sur l'information en matière de politique de développement

La politique de développement est un sujet qui exige beaucoup de doigté au sein de l'association aussi. Selon une étude des années 1980 sur Helvetas et sa base, le secrétariat général a dû changer son programme progressiste pour tenir compte d'un comité conservateur et d'une base hétérogène. Des personnes influentes, membres de longue date de l'association, des responsables de groupes régionaux ainsi que la majorité du comité de patronage étaient proches des milieux économiques et d'organisations politiques conservatrices. Les critiques formulées par plusieurs organisations d'aide au développement durant les années 1970 avaient touché de plein fouet une partie de l'association, à la base comme la tête, car ces gens faisaient partie de «l'establishment» politique, économique ou militaire incriminé.

Les esprits progressistes au sein de l'association l'emportent, du moins sur le papier: en 1978, après trois ans de tensions, le comité décide de réviser sa manière de travailler. Helvetas continuera à ne pas s'immiscer dans des conflits politiques partisans, mais elle mettra en discussion les causes des problèmes de développement, leur signification pour le monde entier et contribuera à la formation de la volonté politique. L'association se donne ainsi un mandat dans le domaine de la politique de développement, ce qu'une partie du comité aurait préféré éviter.

A la fin des années 1970 interviennent également une série de réformes qui concernent les projets. On décide notamment de consacrer au moins un quart du budget d'Helvetas pour soutenir des ONG. Mais c'est dans les années 1980 seulement qu'Helvetas mise clairement sur la collaboration avec les ONG, une fois qu'elles auront obtenu une réelle reconnaissance; Helvetas a fait une première expérience dans ce sens en 1979 déjà, en soutenant l'organisation



La production biologique de thé a été un secteur dans lequel Helvetas a collaboré avec des ONG locales au Sri Lanka. Parallèlement à des conditions de production plus saines et à la protection de l'environnement, la méthode de culture biologique procure encore un autre avantage aux petits paysans: le thé est exporté vers l'Europe comme produit du commerce équitable pour y être vendu à un prix favorable, entre autres par Helvetas.



locale non gouvernementale SERVOL à Trinidad, ce qui était alors totalement inédit dans la coopération suisse au développement. Le principe du respect de l'identité fait par ailleurs son entrée dans un document intitulé «Politique d'Helvetas, principes de base régissant son activité». Les projets doivent viser un développement autonome fondé sur les conditions culturelles, sociales et économiques du pays en développement. Helvetas tourne ainsi définitivement le dos à la stratégie largement répandue des années 1960, qui consistait à soutenir les peuples défavorisés essentiellement selon des recettes occidentales.

Une décennie de boom et ses revers

«Helvetas se profile alors comme une des organisations privées les plus grandes et les plus expérimentées au sein de la coopération au développement», constate le secrétaire général W. Külling en se souvenant du boom des années 1980. Dans l'ensemble, le bilan de la décennie est positif: compte tenu de l'extraordinaire croissance de la coopération au développement, de sa professionnalisation et de la polarisation du contexte politique, on peut affirmer qu'Helvetas a su tirer le maximum des turbulences politiques des années 1970. Elle réalise un travail plus professionnel, gère plus de projets que jamais, et sait se frayer une voie indépendante entre les différents camps politiques.

Mais la professionnalisation n'est pas très stimulante pour les groupes régionaux, qui ont tendance à devenir inactifs. Ni pour les bénévoles qui se distancient du secrétariat central et du comité central faute de participation. Cela transparaît entre les lignes dans les articles paraissant dans la revue «Partenaires» dès 1973. Il est parfois question de léthargie et de la nécessité de réactiver la base. Les premiers efforts dans ce sens n'ont guère de succès. Une enquête de 1977 présente un tableau effrayant: sur les 27 groupes actifs au début des années 1970, seuls 14 le sont encore, sept ne font plus rien du tout et six autres n'ont plus de responsable. La bonne communication entre la base et les instances dirigeantes reste un sujet de préoccupation lancinant pour le secrétariat général et le comité central.



Sensibiliser, informer, motiver – l’information, une tâche en constante évolution

Durant les années 1940 et 1950, la Suisse a contribué à la reconstruction de l’Europe. On estimait que l’on n’était pas en mesure d’aider le «Tiers Monde». L’Afrique et l’Asie faisaient encore partie de la sphère d’influence des empires coloniaux sur le point de s’effondrer. «Le peu que la population suisse savait sur les pays en voie de développement était le plus souvent faux», constate la co-fondatrice de l’Aide suisse aux régions extra-européennes Regina Kägi dans sa biographie «Ein gutes Herz genügt nicht».

En 1955, le groupe fondateur de l’ASRE s’est retrouvé seul avec la conviction qu’il fallait aussi aider «les peuples défavorisés en dehors de l’Europe». Il était conscient dès le départ que la concrétisation de ses objectifs n’impliquerait pas seulement un travail sur le terrain dans les régions moins développées du monde, mais aussi un effort d’information en Suisse. S’il voulait réussir à créer le mouvement populaire dont il rêvait, il devait rallier des personnes prêtes à mettre la main à la pâte sur le terrain, mais aussi gagner les cœurs et les esprits en Suisse. «S’adresser aux sentiments de la population suisse, mobiliser sa disposition à aider les autres, mais aussi l’informer», écrit R. Kägi.

L’ASRE a lancé une campagne intitulée «une poignée de riz» quelques mois à peine après la création de l’association. La jeune œuvre d’entraide a distribué un sachet de cellophane contenant l’équivalent d’une ration journalière de riz en Asie et un prospectus explicatif. Celui-ci montrait un enfant tenant un bol vide et demandant: «Veux-tu remplir mon bol?» La campagne a rapporté 10’000 francs à l’ASRE ainsi que des centaines de nouveaux membres. Quand la mobilisation a baissé, en 1962, l’action a été repensée. Les responsables de l’information ont commencé à s’interroger sur la nature de l’aide. Ils sont arrivés à la conclusion qu’une poignée de riz ne suffisait pas: «Nous avons des écoles, un métier, des connaissances et un savoir-faire. Ce qui est valable pour nous ne l’est-il pas pour d’autres?» La campagne suivante fut intitulée «Pas d’aumône, des outils».

Tout en lançant ces campagnes, le service d’information a produit différents supports d’information jusqu’en 1965. Le premier film sur l’ASRE a été projeté en 1962. Il a été suivi par d’autres docu-



Avec «une poignée de riz» (à gauche), l’ASRE a lancé sa première campagne de récolte de fonds en 1956 avec succès. Répéter cette réussite s’est fait toujours plus difficile avec la concurrence croissante sur le marché des dons au cours des années 1960. De la créativité et de nouvelles voies ont été recherchées. L’une d’elles a été de s’adresser aux enfants et aux jeunes à travers le bulletin «Forum de jeunes». Dans le cadre de différents concours de création d’affiches, les œuvres réalisées témoignent de l’intérêt que le travail d’Helvetas suscite chez les enfants et les jeunes.



mentaires sur le travail au Népal et la formation professionnelle à Hafouz, en Tunisie. En 1961, le service créait le magazine bilingue «Partenaires», qui paraît encore quatre fois par année. En 1961 toujours, l'ASRE organisait «les semaines zurichoises pour les pays en développement», une campagne de sensibilisation qui a rapporté plus d'un demi million de francs. En 1964, une nouvelle campagne était lancée avec le concours d'artistes invités à se mobiliser pour le partenariat. Des acteurs alémaniques populaires tels que Jörg Schneider, Ruedi Walter et Ines Torelli ont joué la pièce «Bibi-Balu» pour l'ASRE.

Mais après 1962, les campagnes avaient moins de succès et les dons étaient en recul. Les œuvres d'entraide établies avaient aussi commencé à s'intéresser au développement, les campagnes de grande envergure comme celles de l'Action de Carême et Pain pour le prochain faisaient concurrence à l'ASRE. L'association ne voulait pas mettre en avant l'argument de la faim et de la misère dans le Tiers Monde dans sa propagande, ses appels étaient sobres et s'adressaient à la raison, ce qui explique qu'elle se soit trouvée un peu en reste. Par ailleurs, l'opinion publique commençait à s'interroger sur l'aide au développement, après une première phase euphorique qui avait duré jusqu'en 1964.

Vers 1965, les collaborateurs de l'ASRE ont compris qu'il fallait changer leurs méthodes d'information. L'ASRE a cessé de récolter des fonds avec l'Aide suisse à l'étranger et a changé de nom. Elle allait s'appeler Helvetas, un nom «symbolisant quelque chose de bien, de typiquement suisse». Elle voulait aussi faire davantage appel aux sentiments. Mais les récoltes de fonds continuaient à stagner, ne dépassant pas le niveau de l'année 1961. Helvetas a dû reconnaître qu'elle s'était surtout adressée aux gens cultivés. Elle n'avait pas réussi à créer ce vaste mouvement populaire dont ses fondateurs avaient rêvé. En 1967, elle décidait de focaliser sa campagne sur les jeunes. L'impact fut considérable en cette période de révolte estudiantine. On était en 1968. Grâce à des actions ciblées et à la publication d'une feuille intitulée «Forum de jeunes Helvetas», l'association a touché près de 100'000 jeunes. Environ un dixième d'entre eux s'est engagé à soutenir des projets.

L'information sur la politique de développement a changé de visage au début des années 1970: les œuvres d'entraide ont reconnu que le «sous-développement» des pays du Sud avait à voir avec le «maldéveloppement» des pays du Nord. Si elles voulaient faire quelque chose contre ce sous-développement, il fallait se mêler de politique chez elles. C'était un point délicat pour Helvetas, en raison des différentes appartenances politiques de ses donateurs et de ses membres. Bien des fois, elle a dû laisser au



Service d'information de la Communauté des œuvres d'entraide le soin d'intervenir sur des sujets brûlants et renoncer à des prises de position par trop marquées. Des spécialistes du développement comme Walter Renschler ou le professeur Roy Preiswerk, membre du comité directeur, sont souvent apparus publiquement, mais Helvetas s'abstenait de prendre position officiellement. Jusqu'au début des années 1980, l'association a essayé d'illustrer le maldéveloppement en Suisse et ses effets dans les pays du Sud dans la revue «Partenaires» à travers des campagnes d'information telles que «Survie pour tous» ou «Les pays en voie de développement menacent-ils nos places de travail?».

Dès 1982, Helvetas a participé massivement au succès de la pétition «Aider aujourd'hui pour survivre demain». Les 200'000 signatures récoltées par plusieurs œuvres d'entraide ont obligé l'Assemblée fédérale à augmenter son budget d'aide au développement, qui a passé de 0,26 pour cent à 0,31 pour cent du produit intérieur brut. Mais cet élan fut de courte durée. Dès 1984, le journal «Partenaires» recevait une masse de lettres de lecteurs critiques; Helvetas devait justifier son action. Des dizaines de membres soupçonnaient l'association de vouloir soutenir l'initiative sur les banques, tandis que des contestataires tout aussi nombreux démissionnaient en lui reprochant de ne pas la soutenir. Les prises de position sur la politique du développement ont continué à poser des problèmes épineux à Helvetas pendant des années. Il faut attendre les années 1990 pour que l'association se sente plus à l'aise et se profile comme un des acteurs de la politique de développement.



Pour que les différentes régions linguistiques puissent être touchées, Helvetas ouvre un deuxième secrétariat à Lausanne en 1965. Celui-ci s'est aussi provisoirement occupé du Tessin, avant qu'un bureau ne s'y ouvre à Balerna en 1996. Les deux secrétariats organisent aussi leurs propres manifestations culturelles: à Lausanne en 1995, des artisans népalais invités dans le cadre de l'exposition du jubilé des «40 ans d'Helvetas au Népal» (à droite); une conférence de presse sur le «projet Bertoni», soutenu par Helvetas au Paraguay, s'est tenue au Castel Grande de Bellinzona.



Agir avec persévérance pour «un seul monde» : les années 1980 et 1990

Le programme d'Helvetas a connu une croissance explosive dans les années 1970; durant la décennie suivante, le travail se poursuit sur cette lancée. Les projets confiés à Helvetas par la DDA se multiplient, la part de l'association aux frais occasionnés par les projets est inférieure à 25 pour cent du budget dès 1982. Helvetas risque d'être perçue dans l'opinion publique comme une simple dépendance de la DDA. Dans ces conditions, elle ne doit en aucun cas perdre sa large base, car c'est le signe le plus fort de son indépendance, la garantie d'une assise populaire qui légitime aussi l'importance des montants consentis par la Confédération.

Mettre en valeur la base de l'association

Le secrétariat et le comité sont très conscients de ce problème. Alarmés par l'échec de leurs efforts de réactivation, ils demandent à deux jeunes diplômés de l'institut de psychologie appliquée de l'EPFZ d'effectuer une enquête sur les bénévoles, les groupes d'action et les groupes régionaux d'Helvetas. Leur constat confirme les répercussions négatives de la réforme de 1971: la centralisation a entraîné une nette baisse de motivation chez les membres. La tête de l'association et la direction ont négligé les contacts avec la base. La nouvelle structure n'offre pas assez de services ni de possibilités de collaboration aux bénévoles. Les personnes concernées par les objectifs de l'association doivent pouvoir participer à son action.

Les efforts du secrétariat et du comité se heurtent à un nouveau vent de révolte de la part des sections locales. Lors de la conférence annuelle des délégués des groupes locaux, en 1980, une majorité de présidents locaux déclarent qu'ils préfèrent avoir leur mot à dire sur les



La bonne gouvernance s'est avérée être la condition centrale du développement au cours des «années perdues» de 1980. Pour la promouvoir, Helvetas soutient des projets tels que la gestion communautaire des eaux côtières aux Philippines, dans lesquels des autorités communales et des organisations de base apprennent à collaborer ensemble de façon efficace.



Le deuxième logo d'Helvetas, en 1985.

activités à l'étranger plutôt que sur le travail d'information, comme le propose le secrétariat. Par ailleurs, plusieurs d'entre eux se disent choqués par les «positions contraires à la neutralité et gauchistes» du secrétariat ou d'autres groupes. En 1982, les Zurichois adressent une résolution au comité central: ils entendent donner leur avis sur les projets et sur l'information.

En 1983, le comité prépare un nouveau document sur les rapports avec les groupes régionaux. Ceux-ci doivent occuper une place plus importante dans le travail de communication et d'information locale, et soutenir l'association dans son travail de collecte de fonds. La collaboration entre les professionnels et les bénévoles est décrite comme un processus d'apprentissage permanent qu'ils s'agit de favoriser. Le département suisse, à Zurich, doit être renforcé pour engager ce processus et diriger les sections locales de manière moderne. Avec un peu de retard, les réformateurs de l'époque finissent par tirer les leçons de la crise de confiance des années 1970.

Lutter contre la morosité ambiante

Alors qu'Helvetas est encore occupée à mettre en œuvre les nouvelles idées et les changements structurels des années 1970, le boom pour le développement cède la place à un pessimisme qui touche aussi les collaborateurs de l'association: «Au Guatemala, le fromage suisse importé coûte moins cher que celui produit par XELAC, la fromagerie locale soutenue par Helvetas», constate, désillusionné, le responsable du travail à l'étranger, Andreas Schild, vers 1985. Plusieurs œuvres d'entraide se rendent compte de l'impact du contexte économique mondial sur les pays défavorisés. Elles réalisent que leurs propres efforts pour leur venir en aide ne jouent qu'un rôle subsidiaire dans la politique Nord-Sud.

La thèse de l'«aide qui tue» fait le tour du monde dès 1984. Helvetas se voit obligée de justifier ses propres actions publiquement pour lutter contre la morosité: «Jamais les prix des matières premières n'ont été si bas, les termes de l'échange internationaux si mauvais, la crise de l'endettement si grave», affirme le secrétariat pour justifier son engagement infatigable pour une aide au développement discréditée. La campagne d'Helvetas est censée encourager l'opinion publique à s'opposer au pessimisme ambiant et à contrer les influences néfastes des pays industrialisés.

Ce qu'on a appelé la «décennie perdue» pour le développement s'achève brusquement en 1989. La chute du Mur suscite l'espoir euphorique que le Tiers Monde relèvera la tête et que



Le royaume du Bhoutan, où le travail de coopération a commencé au milieu des années 1970, est vite devenu l'un des plus importants pays partenaires d'Helvetas. Aux secteurs de l'élevage et de l'agriculture menés par des petits paysans, s'est ajouté celui de l'amélioration des voies de communication par l'intensif travail de construction de routes (p. 31). Des projets tels que la culture et la commercialisation de pommes de terre ont fait office de modèle, et le développement du Bhoutan dans son ensemble a été considéré comme «l'histoire d'une réussite» de la coopération internationale.

tous les pays vivront bientôt ensemble dans «un seul monde». Pour les collaborateurs d'Helvetas en tout cas, cette euphorie est de courte durée: «Ce nouvel ordre mondial n'a rien de nouveau. N'est-il pas plutôt la simple continuation de la stratégie politique et économique de toujours des grandes puissances industrielles pour consolider l'ordre économique actuel?», s'interroge un collaborateur dans un éditorial de «Partenaires» en 1992 déjà.

Consolider le travail et le réorienter

Malgré le pessimisme ambiant et les bouleversements politiques, Helvetas parvient à s'adapter aux nouvelles exigences de l'époque. Dès 1988, Andreas Schild tire le bilan de dix ans de collaboration avec des ONG. Il constate que cette nouvelle orientation est aussi source de difficultés. Il s'avère par exemple, que les organisations de petits paysans ne sont pas en mesure d'améliorer leur production de cacao si elles ne disposent pas de meilleures semences. Or les ONG ne sont souvent pas en mesure de les leur fournir.

Autre obstacle: les conditions-cadre macro-économiques ne peuvent être modifiées ni par les ONG des pays du Sud ni par Helvetas seule.

Andreas Schild suggère que l'on revienne sur le principe d'un partenariat exclusif avec les ONG et que l'on mette à profit les «synergies entre des institutions étatiques et non étatiques, régionales et locales». Ce constat amènera Helvetas à travailler avec plusieurs partenaires, un principe qu'elle applique encore aujourd'hui. Dès 1996, les contributions versées aux ONG locales ne se montent plus qu'à un tiers des dépenses d'Helvetas. Depuis lors, l'organisation soutient surtout des ONG au Sri Lanka, en Malaisie, aux Philippines, au Mali, au Cameroun, au Mozambique, au Costa Rica, au Guatemala, en République dominicaine, en Haïti, à Trinidad et au Paraguay.

Pour concrétiser son intention de s'investir davantage dans le changement des conditions-cadre globales, Helvetas fonde, en 1991, la fameuse succursale suisse de la Fondation Max Havelaar, en collaboration avec d'autres organisations. C'est le début de la promotion du commerce équitable par des voies commerciales. Plusieurs grandes chaînes de distribution ne tardent pas à intégrer à leur assortiment le café produit par les petits paysans. Dès 1997, Helvetas n'a donc plus besoin de soutenir financièrement cette action. La boutique de commerce équitable, ouverte par Helvetas dans les années 1960, commence à prospérer dès 1995 sous le nouveau nom de FairShop.



Tourner le dos à la «décennie perdue»

Au début des années 1990, Helvetas parvient aussi à freiner quelque peu la croissance explosive de son budget, à équilibrer les rapports entre bénévoles et professionnels au sein de l'association, à différencier ses projets plutôt qu'à les développer. L'organisation reste présente dans les 16 pays où elle a travaillé jusque-là; elle se donne de nouvelles tâches en Haïti, au Vietnam, au Kirghizistan, au Bénin, au Togo et en République dominicaine. Après plusieurs années d'une planification difficile, rendue plus compliquée encore par l'évolution des pays de l'ex-bloc soviétique, Helvetas parvient, en 1995, à redéfinir des priorités et à concentrer ses nombreux projets en trois secteurs: infrastructures en milieu rural; gestion durable des ressources naturelles, formation et culture.

Le dernier secteur est nouveau. En plus de la formation professionnelle dont elle s'occupe depuis longtemps, Helvetas essaie de soutenir aussi des projets culturels, de mettre sur pied des cours d'entraînement à la gestion, d'encourager le développement des médias locaux. «En insistant sur la formation et la culture, Helvetas tient à rendre justice au besoin d'identité, à la nécessité de donner sens à un développement que l'on ne saurait dissocier de la culture», se félicite la «Neue Zürcher Zeitung» en 1996. Parallèlement, Helvetas érige la notion d'équité en cinquième principe, ajoutant ainsi de nouveaux objectifs à son travail: égalité entre femmes et hommes, pour les groupes marginaux et les minorités, suppression des barrières racistes, et règles de bonne gouvernance.

Le soutien à des projets dans les pays de l'Est prendra du temps, car le comité est convaincu qu'Helvetas doit tendre la main aux pays du Sud avec d'autant plus de détermination qu'une grande partie de l'argent occidental dévolu au développement est absorbé par des pays de l'Est. «La fiction de l'existence d'un premier monde capitaliste, d'un deuxième, socialiste, et d'un troisième, dit Tiers Monde, est dépassée», lit-on dans un document pour justifier, trois ans après la chute du Mur, le passage d'une politique orientée vers les pays du Sud à un «partenariat mondial». L'adaptation à ce changement des rapports de force mondiaux se traduit par la déclinaison d'une nouvelle identité: en 1985, l'«Association suisse d'assistance technique» qu'était Helvetas devient une «Association suisse pour le développement et la coopération». Depuis 1995, elle s'intitule «Association suisse pour la coopération internationale» et se présente partout avec le slogan «Helvetas. Agir pour un seul monde». La formule qu'elle a trouvée pour son 40e anniversaire est toujours valable: «Le développement, une évolution permanente. Nous y participons depuis 40 ans.»



Le rattachement au marché a été un thème d'importance croissante dans le travail d'Helvetas au cours des années 1990. En plus du soutien à la production agricole, la commercialisation des produits a été intégrée de façon ciblée dans l'organisation de projets. Un marché au Burkina Faso (à gauche); emballage de mangues pour l'exportation (à droite); au Laos, une marchande de rue vend du poulet grillé (p. 33, gauche); des petites paysannes vietnamiennes proposent leurs légumes (p. 33, droite).



Prendre position sur la politique de développement est entré dans les mœurs

Les temps sont révolus où Helvetas hésitait à s'exprimer sur des questions politiques. Ses campagnes très engagées sur le thème de l'eau surtout, rencontrent un fort écho dans l'opinion publique. L'association revendique l'accès pour tous à l'eau potable et s'élève contre les projets de privatisation de l'eau de grande envergure qui s'amorcent dans beaucoup de pays du Sud dans les années 1990 avec le soutien d'institutions internationales de développement.

Prendre position lors de votations populaires sur la politique de développement est aussi entré dans les mœurs, même si Helvetas se montre plus discrète à ces occasions. Lors de la discussion sur les deux initiatives pour la paix, en 1994, Helvetas fait preuve de diplomatie en diffusant «Sept propositions de réflexion à propos de l'éventuel milliard de francs suisses provenant du désarmement», énoncées par Rudolf Högger, son président. Cela permet à l'association de parler des enjeux de la votation sans prendre position de front. En pesant ses mots, l'auteur signale qu'il laisse aux lecteurs de «Partenaires» le soin de décider eux-mêmes dans l'isolement, tout en leur fournissant des arguments montrant concrètement comment les dividendes pour la paix pourraient être utilisés: pour favoriser le désendettement, pour l'engagement de Casques bleus, ou pour rendre autonomes les activités de recherche et le développement dans les pays du Sud.

Dans les années 1980, pareil engagement aurait effrayé les donateurs et certains membres du comité. A partir de 1996, il figure dans les «Lignes directrices» d'Helvetas. Outre le travail sur les projets, un nouvel axe, le travail structurel, a été défini pour «modifier le contexte économique et politique mondial et pour offrir au développement de meilleures perspectives». Le document prévoit même que la mise en œuvre de cet axiome «peut provoquer des controverses au sein d'Helvetas et dans son entourage». Mais «on ne peut contourner cette difficulté en renonçant à ses responsabilités politiques et sociales.» Il s'agit de «s'interroger constamment de manière critique sur son engagement.»

Accepter les lois du marché international

Helvetas a un peu plus de peine avec les changements qui affectent les relations entre œuvres d'entraide privées vers 1995. Il y a d'abord le fait que plusieurs personnalités ayant défendu Helvetas dans les instances politiques et au sein de la Direction du développement et de la coopération (DDC, anciennement DDA) prennent leur retraite. Ensuite, il y a la mondialisation: elle entraîne une internationalisation de la coopération au développement, une sou-



mission aux lois du marché y compris dans les agences du développement, l'apparition d'appels d'offres pour l'attribution de deniers publics.

Désormais, Helvetas n'a plus besoin de se défendre contre la prise en charge de projets par trop volumineux qui lui sont confiés en régie, elle doit au contraire rivaliser avec d'autres organisations pour décrocher des mandats officiels. La coopération ne bénéficie plus d'un cadre protégé. Elle est soumise aux lois du marché international. Mais devoir se plier aux lois du marché ne signifie pas forcément une amélioration du travail. «En notre qualité de plus ancienne et plus expérimentée des organisations de développement suisses, nous pouvons proposer nos propres programmes aux bailleurs de fonds internationaux», écrit Helvetas en 1998, encore un peu sur la défensive.

Quoique sceptique, l'œuvre d'entraide accepte les défis de la coopération au développement moderne. Cela se manifeste par la publication de cinq brochures de couleur, véritable abécédaire d'Helvetas, qui circulent parmi les collaborateurs et les personnes intéressées depuis 1999, comprenant les nouveaux statuts (jaune), les lignes directrices (vert), la politique de travail (bleu) ainsi qu'une stratégie de programme pour l'étranger (rouge) et une pour la Suisse (orange).



«De l'eau pour tous!» a été et reste une revendication centrale d'Helvetas. La construction d'adductions d'eau potable et la promotion de techniques d'irrigation économiques en eau occupent une place prioritaire dans les programmes. La réussite du travail est toujours basée sur la qualité technique et l'implication de la population. A cet égard, le soutien aux processus de planification et de gestion dans le secteur de l'eau prend une importance grandissante au niveau gouvernemental.





De la «décennie perdue» au nouveau «désordre économique mondial» – les projets prennent leur forme actuelle

Pour les personnes qui travaillent sur le terrain, les années 1980 furent sans doute les plus difficiles. Le monde occidental dans son entier, depuis les simples citoyens jusqu'aux chercheurs, se demandait si les pays du Sud allaient enfin sortir la tête de l'eau, après trente ans d'efforts de la part des pays du Nord. Ces doutes étaient parfaitement fondés. Les études de l'ONU et de la Banque mondiale ne cessaient de constater que le Tiers Monde s'appauvrisait de plus en plus. Cela alors même que l'on avait cherché, dans les années 1970, à venir en aide aux plus pauvres en œuvrant à répondre aux besoins élémentaires. Rétrospectivement, on a commencé à dire que les années 1980 étaient une décennie perdue pour le développement.

La chute du Mur et l'ouverture politique et idéologique qui a suivi ont poussé Helvetas et de nombreuses autres organisations à réformer le secteur des projets. Helvetas a poursuivi quelque temps ses activités traditionnelles, mais les rapports annuels du début des années 1990 montrent déjà le passage à des expériences axées sur d'autres thèmes (la culture, les rapports sociaux entre les sexes, l'écologie, la lutte contre le racisme, la démocratisation). L'association commençait à pallier les lacunes des années 1980. Ces thèmes sont devenus officiels en 1995. Helvetas a redéfini ses objectifs à l'occasion son 40e anniversaire, elle s'est donné un nouveau principe de travail à l'étranger: l'équité, qui allait soutenir son travail pour l'égalité entre femmes et hommes, pour les groupes marginaux et les minorités, pour la suppression des barrières racistes, pour des structures démocratiques et une bonne gouvernance. Elle a concentré ses activités en trois secteurs prioritaires (quatre dès 2003):

«Infrastructures en milieu rural». Sous cette dénomination sont regroupées des activités anciennes et nouvelles: l'approvisionnement en eau, les aménagements sanitaires, la construction de routes de désenclavement, de sentiers, de ponts suspendus, de bâtiments scolaires et communaux, la mise en place de solutions énergétiques. Sachant que les projets d'infrastructure ont une durée de vie relativement courte parce que leurs utilisateurs directs peuvent difficilement s'identifier à des constructions en acier érigées par des étrangers, Helvetas a approfondi son approche participative. Comme l'écrit un témoin oculaire de la



Le reboisement des pentes dénudées des collines en Haïti, qu'Helvetas met en œuvre depuis plusieurs décennies, est un moyen avéré pour améliorer les conditions de vie de la population paysanne. Des forêts replantées préviennent les dégradations causées notamment par l'érosion, et constituent la base d'une exploitation durable des ressources naturelles; cette dernière compte au nombre des secteurs de travail d'Helvetas, qui ont été fixés en 1996.



«Neue Zürcher Zeitung» en 1997, Helvetas a par exemple réussi à construire 350 ponts suspendus au Népal, grâce à son projet «Bridge Building at Local Level», lancé en 1988. Le fait que la population a dû participer et assumer des corvées a permis aux gens de comprendre certains mécanismes de fonctionnement démocratique, de se convaincre de la nécessité d'entretenir ces ponts. Helvetas a appliqué les mêmes principes lors de la construction de systèmes d'adduction d'eau en Afrique: «L'expert d'Helvetas entre en action seulement une fois qu'un comité villageois capable de prendre des décisions et incluant des femmes a été constitué, que l'emplacement des points d'eau a été discuté au sein du village, que les fonds exigés pour l'entretien de ces points d'eau ont été réunis et que les bénéficiaires se sont formellement engagés à assumer bénévolement les corvées...»

«Gestion durable des ressources naturelles». Le second secteur comprend l'agriculture écologique, l'élevage, la sylviculture, la pêche côtière, la conservation de la biodiversité, la création et l'entretien de réserves naturelles, l'instauration de systèmes ruraux de crédits et le soutien à des organisations paysannes. L'ouverture des accès aux marchés montre que là aussi, Helvetas a tiré les leçons des «années perdues». Les expériences faites au Bhoutan ont notamment impressionné les observateurs suisses: «La culture de la pomme de terre est une bénédiction, elle est exportée en Inde et apporte un revenu supérieur à la moyenne aux paysans», écrivait un journaliste du «Tages-Anzeiger» dans un reportage sur les activités de l'association dans ce pays. En plus de la culture de la pomme de terre, les paysans soutenus par Helvetas ont aussi fait de l'élevage, de la culture fourragère, et ont procédé à des croisements de leurs bovins avec la race brune suisse. Helvetas y a aussi développé un projet de sylviculture pour assurer une exploitation durable des zones boisées, encore abondantes dans ce pays.

«Formation et culture». Ce secteur regroupe les projets traditionnels de formation professionnelle, la formation des enseignants et des adultes, mais aussi des activités nouvelles telles que l'entraînement à la gestion, le soutien à des médias, et des activités artistiques telles que le théâtre, la musique, la peinture et la littérature. Helvetas innove en considérant officiellement ce secteur comme prioritaire, en mettant une formation favorisant la participation de tous aux processus de développement et la culture sur le même plan que des actions de soutien plus techniques. Selon la «Neue Zürcher Zeitung», Helvetas parie «sur le renforcement de l'autonomie et du potentiel d'innovation de ses partenaires en soutenant des activités culturelles».



Des zones protégées aménagées localement, comme par exemple celle qu'Helvetas a mise en place, à l'aide de vues aériennes, en République dominicaine (en bas à droite), donnent la possibilité, utilisée à plusieurs reprises ces dernières années, de concilier les besoins humains et environnementaux. Ces zones génèrent des revenus pour les populations qui y résident, préservent la diversité naturelle et contribuent à résoudre la question globale du climat.



En 2003, un quatrième secteur prioritaire venait compléter les trois autres: «Société civile et Etat». A l'origine de la création de ce secteur, il y a la prise de conscience, dans les années 1990, que les conditions-cadre politiques et juridiques sont déterminantes pour le développement. Les projets rattachés à cette priorité visent notamment l'organisation de structures relevant de la société civile, de conseils juridiques pour établir les droits de propriété rurale, la décentralisation et la démocratisation, la prévention des conflits.

«L'être humain est au centre de notre travail», soulignait Werner Erismann, le premier secrétaire à plein temps de l'ASRE en 1959. Durant l'année 2003, plus 252'000 personnes ont été raccordées à un réseau de distribution d'eau potable, 130'000 forestiers, agriculteurs, pêcheurs et conseillers ont été formés, 2261 services administratifs ont été appuyés, plus de 8500 artisans, enseignants et entrepreneurs ont suivi des cours et quelque 20'000 adultes ont été alphabétisés.

Depuis 1955, les raisons qui motivent un tel engagement n'ont peut-être pas toujours été formulées de la même manière, mais elles n'ont subi aucun changement quant au fond: «La coopération au développement bilatérale est l'un de ces investissements en ressources humaines et en projets qui conduit à long terme à une diminution de la pauvreté mondiale et à des sociétés démocratiques et pacifiques. Un monde plus stable, des relations commerciales et économiques plus intenses et équitables, ainsi que des échanges culturels plus intéressants pourraient en résulter. Ce serait aussi d'une importance capitale pour notre pays.» (Peter Arbenz 2003).



Miser sur l'humain est l'un des principes fondamentaux de l'engagement d'Helvetas, aujourd'hui comme il y a 50 ans. Le travail de projet accorde toujours une grande valeur à la formation, car des hommes et des femmes sûrs d'eux-mêmes et autonomes sont une condition essentielle du développement durable.



Aller de l'avant: Helvetas au début du XXI^e siècle

De 1996 à 2005, Helvetas met en œuvre la stratégie qu'elle vient de redéfinir sur les trois continents. Elle intègre quatre nouveaux pays dans son champ d'action, le Laos, l'Éthiopie, l'Afghanistan et le Burkina Faso et s'associe pour la première fois à des entreprises privées pour encourager la mise en place de chaînes de production et de vente, ainsi que la création de petites entreprises dans quelque six pays. Après plusieurs expériences de promotion de la paix et de prévention des conflits, Helvetas développe dès 2000 son quatrième secteur prioritaire: «Société civile et Etat».

Retour aux sources grâce à la définition d'un nouveau secteur

En créant le secteur «Société civile et Etat», Helvetas se retrouve plus proche que jamais du travail pour la paix pour lequel ses fondateurs s'étaient engagés en 1955. Ce que l'association de coopération au développement entend par là 50 ans plus tard, c'est un engagement actif en faveur «des principes de bonne gouvernance, de décentralisation, de démocratisation, de mise sur pied de structures communales locales, de formation des acteurs de la société civile et de leur soutien, de prévention des conflits, de promotion de la paix».

En 2005, ces tâches sont tout aussi politiques qu'elles l'étaient en 1955, 1975 ou 1995. Mais entre-temps, la politisation des activités en Suisse comme à l'étranger, ne semble plus guère susciter de conflits: «En raison de la dimension mondiale des problèmes, la conception de la politique de développement est la même pour les activités en Suisse et à l'étranger.» Le travail que l'association effectue en Suisse est une composante des activités à l'étranger et implique que l'on «change des règles du jeu en faveur des acteurs les plus faibles de la politique internationale et de l'économie» et que l'on «engage des réformes au Nord qui (re)conduisent vers un développement tolérable au niveau mondial et en Suisse également» (Helvetas, Stratégie de programme pour la Suisse).

Pour Helvetas comme pour les cinq autres organisations d'aide au développement regroupées au sein de la Communauté de travail, il est devenu évident d'utiliser des fonds



Les cultures du Sud présentées en Suisse: cela a été et reste l'un des objectifs prioritaires du travail de sensibilisation d'Helvetas. La «voix du Sud» s'est faite entendre sous de multiples formes: des membres de la troupe de théâtre Zepon, Haïti, lors d'un atelier dans une école (à gauche); de la danse par Kaliwat des Philippines (au centre en bas); des peintres de la coopérative Tingatinga en Tanzanie (au centre en haut); du théâtre avec le spectacle «Express Partout» de la troupe Zepon (à droite).

pour intervenir lors de votations quand celles-ci touchent des sujets liés à la politique de développement. De 2000 à 2004, Helvetas participe ainsi avec succès à la campagne contre une initiative de l'UDC zurichoise demandant que le canton cesse de financer des projets de développement; elle s'investit aussi dans la campagne pour combattre l'initiative de l'UDC sur l'asile ou pour soutenir l'adhésion de la Suisse à l'ONU. Les efforts pour soutenir la création d'une fondation de solidarité furent moins heureux.

Comme le dit aujourd'hui le co-fondateur de l'ASRE Rolf Wilhelm, il est actuellement beaucoup plus évident qu'en 1955 de faire de l'information sur des thèmes relevant de la politique de développement, mais c'est toujours aussi nécessaire: «Nous devons continuer à informer, de plus en plus souvent, la population mais aussi le Parlement, qui n'est plus du tout aussi favorable à la coopération au développement qu'il y a 50 ans.»

Le marché, un défi pour l'association

En 2005, Helvetas gère un budget annuel de 60 millions de francs environ. Avec cette somme, l'œuvre d'entraide fait travailler près de 650 personnes dans 22 pays du Sud, dont 50 Suisses et Suissesses. 50 collaborateurs et collaboratrices travaillent en outre au secrétariat général, à Zurich, au secrétariat romand à Lausanne, et au secrétariat tessinois à Balerna (ouvert en 1996). Environ un cinquième du montant dont dispose l'association provient des dons, des cotisations versées par les membres et de la vente de produits commercialisés par Helvetas dans sa boutique de commerce équitable. Les 80 pour cent restants proviennent à parts relativement égales des contributions versées directement à un programme, ou de projets dont la DDC a confié la régie à Helvetas, ou encore de mandats qui lui ont été donnés par d'autres institutions. L'association est désormais moins sceptique face aux appels d'offres dans la coopération au développement. «Nous ne sommes pas une succursale de la DDC, nous sommes des mandataires indépendants», affirme aujourd'hui le secrétariat général sans hésitation. En 2001, la «Neue Zürcher Zeitung» constatait qu'«Helvetas avait commencé à penser en termes d'économie de marché sur le terrain», en commentant son programme au Cameroun.

Cette nouvelle orientation a suscité, une fois de plus, des interrogations sur les rapports entre les professionnels et la base de l'association. Au début des années 1990, le comité a voulu redéfinir aussi Helvetas en tant qu'institution. Il a proposé trois modèles, dont deux auraient supposé que l'on renonce à la forme juridique de l'association: la création d'une organisation de coopération au développement professionnelle avec prestation de services, la création d'une



holding dotée d'une structure d'entreprise moderne ou la continuité avec des innovations. Les avis étaient partagés au sein du comité central et du secrétariat général: «Nombreux sont ceux qui souhaitent que nous insistions davantage sur nos propres programmes et que nous encourageons l'émancipation à la base; d'autres préfèrent la création d'une institution professionnelle technocratique de prestation de services», lit-on dans un procès-verbal.

Après un examen approfondi, les responsables constatent une fois de plus qu'il faut privilégier la solution intermédiaire, si l'on ne veut pas mettre en péril les acquis de l'association. Le comité central opte ainsi pour le troisième modèle, «la continuité avec des innovations», ce qui est presque équivalent au maintien du statu quo. La discussion montre que l'on ne saurait régler une fois pour toutes les problèmes que pose la cohabitation de bénévoles et de professionnels au sein d'une même organisation. Le fonctionnement d'Helvetas repose sur un postulat dont l'application est à redéfinir en permanence. Le comité central a aussi compris que l'on ne saurait remettre en question le rôle joué par les nombreux membres qui constituent la base de l'association et qui légitiment son action.

Redonner à l'œuvre d'entraide professionnelle le caractère d'un mouvement

En 2005, l'association compte environ 44'000 membres et 16 sections régionales. Helvetas a décidé de dépasser la barre des «50'000 membres» pour ses 50 ans. Cet objectif montre que la place occupée par la base n'a pas changé depuis les débuts de l'association.

«Helvetas doit redevenir un mouvement», tel est le vœu du secrétaire général sortant Werner Külling. Le danger de voir Helvetas se transformer en une simple organisation mandataire est réel. Le souhait de Werner Külling corrobore ce que nous conseille Martin Menzi, un des co-fondateurs de l'association: «Helvetas ne doit en aucun cas devenir un bureau d'ingénieurs de la coopération au développement. Tout en étant professionnelle, elle doit rester en relation étroite avec la société, dans le domaine politique aussi.»

Dans la stratégie pour la Suisse définie pour la première fois en 1999, le secrétariat général et le comité central confirmaient leur intention d'associer plus étroitement les membres individuels et les sections régionales à leur action. Celles-ci peuvent assurer le suivi d'un projet, comme autrefois à l'ASRE, en s'adressant au département responsable du programme à l'étranger. Les contacts avec la base et la collaboration entre bénévoles et professionnels devraient continuer à s'améliorer en 2005. Helvetas renoue ainsi, cinquante ans après sa création, avec l'objectif que l'ASRE s'était fixé alors: créer un mouvement populaire pour un monde plus juste. ■

Une formation adaptée reste l'un des aspects prioritaires de l'engagement d'Helvetas, même si, comparé aux années des débuts, les contenus ont changé. Par exemple en Afghanistan, «formation intégrée» signifie pour ces futures enseignantes se familiariser avec l'utilisation des ordinateurs et acquérir de bonnes connaissances d'anglais. Elles pourront ainsi préparer de manière adaptée leurs élèves aux défis de la vie moderne.



Perspective: plaidoyer pour un avenir engagé

par E. Werner Külling, secrétaire général

Pour fêter dignement le jubilé d'Helvetas, nous ne voulons pas revenir simplement sur le passé. Nous aimerions tourner notre regard vers l'avenir, et insister tout particulièrement sur la place qu'occupent dans la société suisse les organisations privées d'aide au développement.

Comme beaucoup de tâches fédérales aujourd'hui considérées comme centrales, en Suisse et à l'étranger, la coopération internationale au développement est née de diverses initiatives privées. Les personnalités réunies le 18 juin 1955 à Zurich pour créer l'Aide suisse aux régions extra-européennes (ASRE) puis Helvetas, n'ont pas opté pour la forme juridique de l'association par hasard. L'ASRE avait pour vocation de devenir un «mouvement populaire pour l'aide au développement».

Les deux tâches dont la petite œuvre d'entraide devait s'acquitter ont été définies avec le même soin: «Exécution de projets techniques par des spécialistes suisses dans les pays sous-développés», et «Information à la population suisse sur la nécessité humanitaire, économique et politique de l'aide au développement». Sept ans plus tard, suite à cette initiative privée, la Confédération créait le Service de la coopération technique, aujourd'hui Direction du développement et de la coopération (DDC), rattachée au Département des affaires étrangères. Le travail d'information auprès de l'opinion publique et la mobilisation de la population ont convaincu la Suisse officielle de sa responsabilité planétaire, du moins dans ce secteur.

L'appartenance de la Suisse à la communauté internationale et sa part de responsabilité dans la marche du monde sont des questions qui se posent avec encore plus d'acuité aujourd'hui



Des partenariats de développement entre des acteurs d'organisations non gouvernementales, de l'économie et de l'Etat représentent des modèles prometteurs pour le futur de la coopération. Dans ses projets de coton bio au Kirghizistan et au Mali (p. 43), Helvetas teste avec succès les possibilités de ces formes nouvelles. La culture biologique n'est pas seule à être encouragée puisque la commercialisation est également soutenue, partant du pays de production jusqu'en Suisse. Grâce à des garanties d'achat et des primes pour une production respectant les critères environnementaux et sociaux, les paysannes peuvent enfin vivre du travail de leurs mains.

qu'en 1955. En 2002, le peuple suisse décidait enfin d'adhérer à l'ONU, mais il a dû s'y reprendre à deux fois, et s'il a dit oui, c'est de justesse. Les rapports de notre pays avec l'Union européenne vont nous occuper longtemps encore, que l'on en reste aux accords bilatéraux ou que l'on opte pour l'adhésion. La coopération suisse au développement en revanche, est entrée dans les mœurs. Plus personne ne la remet fondamentalement en question. Cela s'est d'ailleurs traduit par une extension considérable de la DDC en moyens et en personnel.

Le revers de cette intégration, c'est qu'il n'y a pratiquement plus de débat politique sur la coopération au développement ou la politique envers les pays du Sud. Pour beaucoup de personnes, elle n'est plus qu'un aspect du marché. Les grandes discussions sur la politique de développement sont pratiquement au point mort dans l'opinion publique suisse, et l'administration fédérale a tendance à se retirer du travail concret sur le terrain pour se concentrer sur la conception, la surveillance, et les débats stratégiques. Contrairement à autrefois, la Confédération estime que c'est désormais à elle (seule) de définir un concept suisse de la coopération internationale. Les œuvres d'entraide ont moins d'occasion de faire valoir leurs propres idées et de choisir leurs priorités géographiques. D'un point de vue purement financier, on peut comprendre la Confédération, mais vu sous l'angle de la politique de développement et du dialogue avec l'opinion publique, ces options sont inquiétantes pour un Etat dont le fonctionnement repose sur la démocratie directe.

Les rapports entre la Confédération et les organisations privées d'aide au développement ont profondément changé ces dernières années. Pendant des décennies, les œuvres d'entraide étaient considérées comme des partenaires de la Confédération sur le plan du dialogue et de l'action; avec la généralisation de la concurrence, elles risquent de n'être plus que des mandataires à qui l'on donne des directives. A telle enseigne qu'une partie de l'administration fédérale et de l'opinion publique a tendance à penser que les œuvres d'entraide suisses sont trop nombreuses et trop diverses dans leurs orientations. On perçoit un désir de simplifier cette vaste mosaïque, une volonté de contrôle plus strict quant à l'utilisation des deniers publics (y compris ceux affectés aux ONG), de définir des critères plus homogènes pour l'allocation de fonds.

Les résultats d'une évaluation commandée par la DDC en 2004 sur sa collaboration avec les œuvres d'entraide vont aussi dans ce sens. Elle a été réalisée par des experts étrangers (qui soit dit en passant, n'ont guère compris la place des organisations privées dans la société civile suisse, ni la répartition des rôles entre l'Etat et le secteur privé dans notre culture



politique). La première publication de cette étude devait forcément provoquer des remous; les œuvres d'entraide sont sorties de leur léthargie et ont sommé la DDC de s'expliquer.

Le débat qui s'en est suivi a clarifié les choses, du moins à notre avis. Les deux parties ont une fois de plus dû se rendre à l'évidence qu'elles ont besoin l'une de l'autre. La DDC a constaté qu'elle ne pouvait pas se passer d'organisations non gouvernementales profondément enracinées dans la société, pour mener à bien une tâche ancrée dans la loi. Les œuvres d'entraide privées, de leur côté, ont dû reconnaître qu'elles ont besoin du soutien financier de la Confédération et de la collaboration institutionnelle avec celle-ci.

La discussion sur la place des organisations d'aide au développement et les modalités de collaboration entre la Confédération et les privés est loin d'être close. Dans ce contexte, Helvetas doit se souvenir de ses origines, et plus concrètement de la double mission que se sont donnée les fondateurs de l'ASRE, la future Helvetas. Cette mission n'a pas pris une ride. En associant le soutien et la réalisation de projets de développement dans les pays du Sud à une information politique et culturelle auprès de l'opinion publique suisse et un travail de lobbying, notre organisation maintient vivante la problématique de la coopération au développement. Elle veille à ce que cette coopération ne se limite pas à quelque chose de purement administratif.

A la différence d'autres organisations et entreprises de consulting, Helvetas doit, en vertu de son double mandat, veiller aussi à l'évolution de la réalisation d'un projet, elle ne peut envisager celui-ci seulement comme un produit fini d'ordre technique et organisationnel. Mais pour cela, Helvetas doit conserver son assise populaire, rester une association avec de nombreux membres, donateurs et des sections régionales actives.

Pour l'association elle-même aussi, la coopération au développement est un processus en permanente évolution. En prévision du jubilé, le comité central et le secrétariat général se sont plongés dans les dossiers pour soumettre le travail effectué jusqu'ici à un examen critique. Fin novembre 2004, nous avons défini notre stratégie pour les années 2005 à 2010: Helvetas est bien déterminée à s'engager plus avant sur le terrain de la politique de développement, à redoubler d'efforts pour informer l'opinion publique suisse. En dépit des pressions à la concentration et à l'efficacité, inhérentes à une «coopération au développement concurrentielle», Helvetas veut participer à la définition de concepts de développement, et surtout faire vivre le dialogue sur le développement en Suisse. Notre pays a besoin d'organisations de développement privées compétentes et variées. Helvetas entend rester



1973



1976



1992

2005



Le calendrier d'Helvetas, paru pour la première fois en 1972, reste l'un des articles de vente les plus connus d'Helvetas; le tirage de 2000 exemplaires des débuts dépasse aujourd'hui 40'000 exemplaires.

une organisation d'aide au développement indépendante, mondialement reconnue, largement soutenue par l'opinion publique suisse. Elle s'engage à remplir son double mandat en restant constamment en mouvement.



45



Le travail d'information n'a rien perdu de son importance pour Helvetas au début du 21^e siècle. Le thème de «l'eau» y occupe une place centrale depuis quelques années. En plus de la collaboration habituelle avec les groupes régionaux, qui ont notamment mené avec succès l'action des fontaines en 2003 – l'année internationale de l'eau – Helvetas recherche de plus en plus la collaboration avec des entreprises respectueuses des normes sociales et environnementales.



Annexe

Présidents du comité central (1955-2005)

Ludwig Groschupf, Bâle	1955–1958
Peter Gloor, Bâle	1958–1963
Robert Kohli, Berne	1963–1964
Armin Däniker, Berne	1964–1966
Martin Menzi, Zollikofen	1966–1968
Hans Ulrich Vetsch, Zurich	1968–1982
J.F. Sigismond Marcuard, Fribourg	1982–1991
Rudolf M. Högger, Stettlen	1991–2001
Peter H. Arbenz, Winterthour	2001–

Vice-président(e)s du comité central (1955-2005)

Regina Kägi-Fuchsmann, Zurich	1955–1961
Hans Glattfelder, Zurich	1961–1962
Perle Bugnion-Secretan, Genève	1962–1967
Walter Renschler, Zurich	1968–2001
Rosemarie Lausset-Jacot, Lausanne	2001–

Secrétaires généraux

Hans Walter Mertens, Zurich	1955–1957
Werner Zimmermann, Zurich	1957–1958
Werner Erismann, Zurich	1958–1966
Heinz Hugi, Adliswil	1966–1968
E. Werner Külling, Adliswil	1968–1969 (ad interim)
Peter H. Arbenz, Winterthour	1969–1973
E. Werner Külling, Adliswil	1973–2005
Melchior Lengsfeld, Zurich	2005–

Membres du comité central jusqu'en juin 2005

Peter H. Arbenz, Winterthour (président)
Rosemarie Lausset-Jacot, Lausanne (vice-présidente)
Gabriella Bernasconi Walker, Castel San Pietro
Roland Bono, Effingen
Rudolf Dannecker, Berne
Richard Diethelm, Stäfa
Anita Fahrni-Minear, Islikon
Hermann Fehr, Bienne
Simone Forster, Hauterive
Brigitta Gadiant, Coire
Paola Ghillani, Zurich
Elisabeth Haemmig, Puplinge
Beatrix Hanslin-Iklé, Jona
Beat Keller, Schaffhouse
François Lachat, Porrentruy
Alfred Mink, Rumlikon

Les pays partenaires d'Helvetas en 2005

• **Afghanistan.** Depuis 2003. Collaboration avec des ONG locales dans les secteurs de la formation et de la formation continue d'enseignant-es, de la formation professionnelle en agriculture, de la production, la transformation et la commercialisation de produits agricoles, de l'irrigation et de l'approvisionnement en eau villageois. Le programme est en phase de lancement.

• **Bénin.** Depuis 1995. Construction de routes en milieu rural, d'approvisionnements en eau et de centres de santé. Agriculture durable.

• **Bhoutan.** Depuis 1975. Formation de conseillers agricoles, conseils et recherche en agriculture, élevage et sylviculture, promotion de la sylviculture communale et privée, construction de ponts suspendus, formation et formation continue de fonctionnaires, jeunes agriculteurs et cadres locaux, développement rural dans la région du centre est.

• **Burkina Faso.** Depuis 2002. Construction de routes en milieu rural, culture et promotion commerciale du coton biologique.

• **Cameroun.** Depuis 1964. Approvisionnements en eau potable en milieu rural, appui à des communes.

• **Colombie.** Depuis 1991. Appui au projet d'agriculture tropicale écologique en zone montagneuse de l'organisation partenaire CISEC.

• **Ethiopie.** De 1976 à 1983. Reprise du programme en 2002. Appui à la gouvernance locale, promotion d'initiatives et de la commercialisation dans les secteurs de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles, développement d'activités dans le secteur de la formation.

• **Guatemala.** Depuis 1972. Collaboration avec des organisations paysannes sur le haut plateau dans les secteurs de l'agriculture et de la commercialisation des produits agricoles, de la promotion du processus de paix et de la décentralisation, appui à des activités culturelles. Depuis 1996, programme de protection des ressources et renforcement de l'autonomie des communes sur le haut plateau occidental. Formation en sylviculture dans la plaine du nord.

• **Haïti.** Depuis 1983. Appui à des processus de développement local dans les secteurs de l'approvisionnement rural en eau potable et de

l'hygiène communautaire, de l'agriculture durable, de la protection de la biodiversité, de la formation d'adultes et de la culture. Echanges interculturels avec la République dominicaine.

• **Kirghizistan.** Depuis 1995. Conseils agricoles sur le plan national dans les secteurs de la production, transformation et commercialisation de produits agricoles, formation professionnelle agricole à Naryn Oblast, production et commercialisation de coton biologique dans le sud du pays, conseils en matière de droits fonciers. Promotion de petites entreprises rurales dans le secteur du tourisme («Community Based Tourism») et mise en place d'une organisation pour le développement et la commercialisation durables de l'offre touristique du pays.

• **Laos.** Depuis 2001. Mise en place d'un service national de conseils agricoles, promotion de la production et de la commercialisation de produits agricoles biologiques.

• **Lesotho.** Depuis 1978. Coordination et gestion des connaissances dans le secteur de l'approvisionnement rural en eau potable, promotion d'innovations dans l'agriculture et la gestion des ressources naturelles.

• **Mali.** Depuis 1977. Conseils à l'Etat et promotion du secteur privé dans le secteur de l'eau potable, appui à des initiatives agricoles, prévention et gestion de conflits, culture et promotion commerciale du coton bio, promotion de la démocratie et des communes, centre de photographie et activités culturelles, formation continue d'enseignant-es.

• **Mozambique.** Depuis 1979. Appui dans le secteur de l'approvisionnement rural en eau potable et de l'hygiène communautaire, promotion de la société civile et d'initiatives locales, scolarité de base et formation d'adultes, création de revenus dans le secteur des ressources naturelles, conseils agricoles et sécurité alimentaire, questions relatives aux droits fonciers.

• **Népal.** Depuis 1955. Gestion des ressources villageoises en eau et hygiène communautaire, appui à des initiatives locales pour la construction de ponts suspendus pour piétons, de routes d'accès et à l'amélioration d'infrastructures en milieu rural, gestion durable des sols et lutte biologique contre les parasites. Conseils et appui aux paysans, production de café, formation professionnelle informelle et

promotion de petites entreprises. Promotion de partenaires locaux, projets culturels, activités de promotion de la paix.

• **Paraguay.** Depuis 1972. Collaboration avec des partenaires privés et gouvernementaux. Nouveau programme depuis 2001: appui à des initiatives et à des activités de groupes de paysans et de la population indigène, promotion du processus d'apprentissage au moyen des nouvelles technologies de la communication.

• **Philippines.** Depuis 1981. A partir de 2002: collaboration avec des ONG et des autorités locales dans le secteur du développement rural, promotion du programme national de décentralisation et de gouvernance locale.

• **République dominicaine.** Depuis 1986. Collaboration avec des organisations privées et gouvernementales dans le secteur de la gestion durable des ressources naturelles, formation d'aides vétérinaires et de jeunes agriculteurs, protection des récoltes, protection et gestion du bassin versant du Rio Macasias, promotion d'activités culturelles.

• **Sénégal.** Depuis 2001. Promotion de l'agriculture écologique et de la culture du coton biologique.

• **Sri Lanka.** Depuis 1978. Collaboration avec différentes organisations locales: approvisionnement en eau potable et construction de latrines, désinfection solaire de l'eau (SODIS), développement régional et villageois, agriculture durable basée sur la culture biologique, promotion d'initiatives de base dans des villages et des plantations. Appui à des familles touchées par la guerre et activités de promotion de la paix.

• **Tanzanie.** Depuis 1996. Collaboration avec la coopérative de peintres Tingatinga à Dar-es-Salaam, formation d'enseignant-es en langue anglaise et en sensibilisation à l'environnement.

• **Vietnam.** Depuis 1994. Programme de conseils en agriculture et sylviculture, programme de développement rural dans la province de Cao Bang basé sur le renforcement des autorités communales. Nouveau projet d'appui à l'administration dans la province de Cao Bang, diffusion d'une méthode de désinfection solaire de l'eau (SODIS).

